

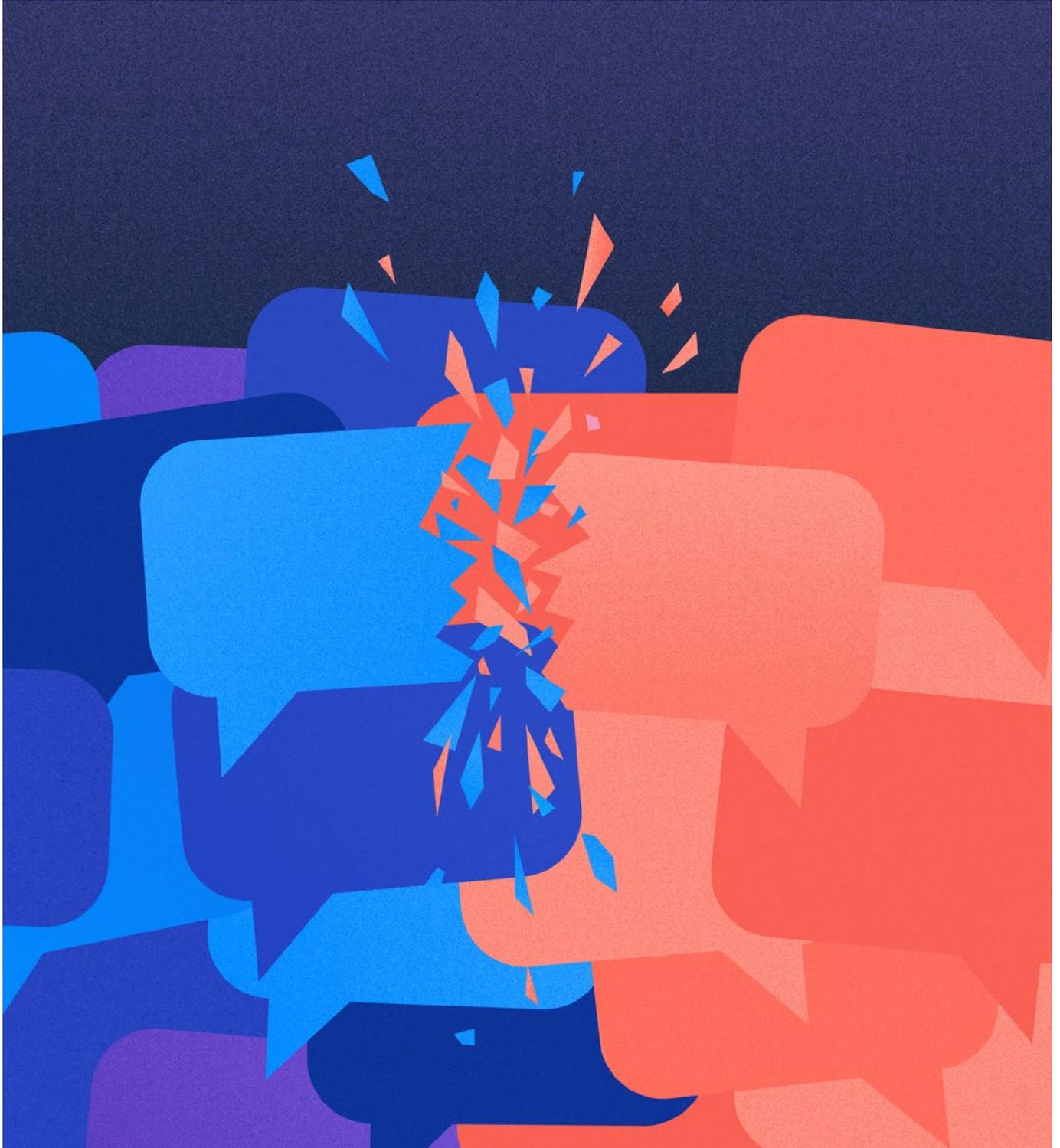


AOÛT 2023

# Le fossé se creuse

La montée de la polarisation au Canada

PAR JUSTIN LING





Le Forum des politiques publiques (FPP) rassemble différents participants au processus d'élaboration des politiques. Il leur offre une tribune pour examiner des questions et apporter de nouveaux points de vue et de nouvelles idées dans le débat sur les politiques. Nous croyons que l'élaboration de bonnes politiques rendra le Canada meilleur.

130, rue Albert, bureau 1400

Ottawa (Ontario) K1P 5G4

Canada

Tél. : 613 238-7858

[www.ppforum.ca/fr](http://www.ppforum.ca/fr) @ppforumca

© 2023, Forum des politiques publiques

ISBN : 978-1-77452-134-2



<b>Préface</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	12
<b>Qu'est-ce que la polarisation?</b> .....	17
<b>1<sup>re</sup> partie</b>	
<b>Le tri partisan</b> .....	21
Le Parlement et la diffusion en continu .....	22
L'argent est le nerf de la guerre .....	24
La polarisation affective .....	26
Si le Canada est « brisé », pourquoi ne pas le réparer? .....	28
<b>2<sup>e</sup> partie</b>	
<b>La polarisation en ligne</b> .....	31
Un nouvel écosystème médiatique .....	32
Qui se ressemble .....	34
La culture du bannissement .....	36
<b>3<sup>e</sup> partie</b>	
<b>La pandémie</b> .....	40
La science de la confiance .....	41
Le problème des élites .....	42
<b>Conclusion</b> .....	46
<b>Annexe</b> .....	50
<b>Remerciements</b> .....	52

Ce rapport est le point culminant d'un projet mené par le Forum des politiques publiques (FPP) auprès de communautés de partout au Canada. Il s'agit d'une étude à sept volets, dynamique et exhaustive, à laquelle ont participé plus de **1 600 jeunes adultes, une dizaine de chercheurs et de rédacteurs, six organismes communautaires, deux groupes de réflexion et un journaliste d'enquête**. Tous se sont investis pour examiner, documenter et mettre au jour la question de la polarisation et la menace qu'elle représente pour la santé de la démocratie. Par son étude, le FPP souhaitait mieux comprendre les manifestations de la polarisation au Canada et opérer le décloisonnement nécessaire pour que ces questions soient abordées de front, en particulier par les jeunes adultes.

Pour en savoir plus sur [Les manifestations de la polarisation au Canada](#) (en anglais) ↗



#### **L'auteur**

**Justin Ling** est un journaliste enquêteur indépendant. Son travail a été publié dans *The Globe & Mail*, *The Guardian*, *Foreign Policy* et *WIRED* et diffusé dans l'émission *The National* de la CBC. Il est l'auteur de *Missing From the Village* et l'animateur de deux balados pour la CBC, *The Village* et *The Flamethrowers*. Il rédige l'infolettre *Bug-eyed and Shameless*, qui traite de théories du complot et de désinformation.

# Préface

---

Par **Victoria Kuketz**

Chercheuse, Démocratie numérique, FPP

**Ma carrière a commencé par un engagement non partisan** auprès d'organismes communautaires de terrain et de groupes marginalisés visant à aplanir les obstacles qui se dressent devant eux en ce qui concerne l'accès, l'information et l'inclusion. Intégrer ces perspectives dans mes activités reliées aux politiques nationales était pour moi une valeur fondamentale. C'est la motivation qui m'a poussée à accepter l'invitation du Forum des politiques publiques, où j'avais déjà travaillé à la conception, à l'élaboration et à l'expansion du projet. L'objectif était d'acquérir une meilleure connaissance des différentes communautés, fondées sur la géographie ou la culture, et de la manière dont la polarisation les touche au quotidien.

Le projet devait comporter plusieurs facettes, intéresser les Canadiens à tous les niveaux, s'adresser à eux directement, sonder leur opinion par différentes méthodes et relayer la voix des personnes qui, souvent, sont exclues de la discussion. En bref, englober toute la diversité de l'expérience canadienne.

Le FPP a établi un partenariat avec le Centre pour les médias, la technologie et la démocratie de l'Université McGill et le groupe

de chercheurs qui y travaillent. Mon apport à cette association fut d'offrir un espace, physique et virtuel, où plus de 100 voix des communautés locales ont pu se faire entendre lors de tables rondes organisées dans tout le pays. Par ailleurs, nous avons aussi commandé une enquête auprès de 1 500 jeunes adultes, un groupe notoirement difficile à atteindre et trop souvent exclu des discussions sur les politiques qui ont lieu entre les élites. Pour mieux saisir l'expression de la polarisation au Canada, nous devons *écouter* les personnes qui s'efforcent de manoeuvrer dans ce climat de dissension ou sont aux prises avec ses effets néfastes. Nous avons mis en œuvre les éléments nécessaires, notamment des technologies en ligne innovantes, pour que nos questionnaires d'enquête se rendent jusqu'à ces personnes. Car *l'écoute* est au cœur de la démocratie.

Le fait de centrer notre attention sur la tranche d'âge des 18 à 35 ans a été le vecteur de l'organisation des tables rondes communautaires – un mode d'intervention et un espace de découverte sans précédent dans le paysage politique canadien. Les participants se sont livrés avec candeur et sensibilité, et aussi avec colère à l'égard du phénomène de polarisation

**« Pour mieux saisir l'expression de la polarisation au Canada, nous devons écouter les personnes qui s'efforcent de manœuvrer dans ce climat de dissension ou sont aux prises avec ses effets néfastes. »**

qui les empêche de faire avancer les questions qui leur tiennent à cœur.

Nous avons recruté le journaliste Justin Ling, qui a couvert la présence du convoi de camionneurs à Ottawa, pour documenter notre parcours. M. Ling nous a rejoints à chaque étape et a pris le temps de recueillir des témoignages d'autres jeunes Canadiens comme lui. Justin Ling a voulu élargir son propos en interviewant aussi des politiciens, des membres du personnel politique, des militants, des journalistes et d'autres intervenants des divers horizons politiques, puis de rassembler le tout en un article qui, comme dit le poète officiel de l'Ontario, Randell Adjei, « ouvre les avenues du dialogue entre les générations » [traduction libre].

Dans ce même esprit, mon intervention visait à faire connaître les méthodes et les valeurs déployées dans les tables rondes communautaires. J'y ai également vu une occasion d'apprendre à bâtir, avec application et minutie, des espaces qui permettent un dialogue qui transcende les différences et qui est empreint de respect pour la diversité des opinions. C'est précisément ce que nous avons obtenu : une fenêtre sur le mouvement Woke, des points de vue nuancés sur la culture du bannissement, un questionnement sur le vernis de la rectitude politique, et le fait

que la polarisation dans nos arènes politiques est une entrave au progrès réel qui pourrait être accompli sur des questions de base comme le logement abordable, les inégalités de développement, la pandémie et le changement climatique.

Exaltantes, préoccupantes, instructives et importantes, voilà comment décrire les constatations de notre étude. Nous avons appris que créer l'espace pour un dialogue constructif et donner une place à la jeunesse dans la conversation sur les politiques doivent continuer de faire partie de notre appel collectif à l'action. Les préoccupations et les appréhensions des jeunes – héritiers et gardiens de notre avenir à tous – doivent être au cœur de nos actions futures.

La dynamique qui permet de telles discussions n'est pas le fruit du hasard. Tablant sur mon expérience de presque 10 années passées auprès des communautés à favoriser la conscience communautaire, l'approche choisie pour nos tables rondes est fondée sur les valeurs. De cette façon, nous avons pu procurer à ceux et celles qui souhaitaient s'entretenir avec nous un certain degré de sécurité psychologique, de confiance et d'appartenance.

### **Les valeurs**

**1. Liens et esprit de communauté** Nous nous sommes associés à des organismes communautaires qui offrent un emploi ou des services aux jeunes adultes, sachant que la manière la plus directe et la plus efficace de tenir nos rencontres était de les intégrer dans les programmes existants. L'idée était d'aller à la rencontre de ces jeunes sur leur territoire.

La participation obtenue témoigne de la confiance que nous avons établie, manifeste

« Exaltantes, préoccupantes, instructives et importantes, voilà comment décrire les constatations de notre étude. »

- 
- Tables rondes (31 villes)
  - Personnes interrogées (319 villes)

dans le partage de valeurs, la création de liens et l'attention réelle portée aux communautés visitées et aux personnes qu'elles représentent. Les dirigeants de ces organismes ont collaboré à l'organisation des tables rondes; leur volonté de renforcer les liens avec nous et de se porter garants de nous auprès de leur population a forcé notre admiration. Il en a résulté un environnement dans lequel les participants se sont sentis en sécurité pour exprimer leurs inquiétudes, leur sentiment de solitude, leur fébrilité et leurs craintes.

**2. Anonymat** Le fait d'inviter les gens à parler anonymement a permis d'obtenir des points de vue d'une franchise parfois assez crue, sans que n'interfère la peur de répercussions professionnelles ou personnelles. Ayant

ouvert la porte à ces récits courageux, nous faisons honneur à ceux qui nous les ont confiés en veillant à leur sécurité.

### 3. Représentation régionale et nationale

Nous avons invité des voix diverses provenant de différentes régions du pays, en échangeant avec, au total, 1 617 jeunes adultes de partout au Canada, dont 117 participants aux tables rondes communautaires et 1 500 autres dans le cadre de l'étude réalisée par notre partenaire RIWI (Real-Time Interactive World-Wide Intelligence). Nous avons atteint des milieux urbains et ruraux, des villes aussi petites que Nakusp (C.-B.) et Black Point (N.-B.), ainsi que de grands centres urbains. Aux tables rondes, nous avons accueilli des nouveaux arrivants, des étudiants, des travailleurs de première ligne auprès des jeunes, des jeunes qui ne sont

ni aux études ni en emploi ni en formation et d'autres représentants de la diversité canadienne. Il était essentiel d'accorder la priorité à une séance en français pour les jeunes adultes du Québec. Nous avons tendu la main à des organismes de services communautaires dans tout le pays et avons accepté avec gratitude la collaboration de ceux qui partageaient nos préoccupations, étaient en mesure de collaborer avec nous et nous ont accompagnés dans notre quête.

#### 4. Guide de discussion accessible fondé sur des données probantes

J'ai conçu un atelier et une trousse d'outils qui ont servi de base aux discussions, en amenant les participants à s'interroger sur la définition de la polarisation et l'influence qu'elle exerce sur leur vie. L'information, factuelle et non partisane, permettait de dégager une compréhension commune et était présentée dans un langage simple.

**5. Principes d'engagement communs** Nous avons élaboré les principes d'engagement avec les participants à la table ronde en temps réel, d'abord pour décrire les valeurs du projet, puis pour définir ce dont ils avaient besoin pour se sentir psychologiquement en sécurité. Nous avons ouvert la voie ensemble, en nous efforçant de créer un espace inclusif unique qui laisse libre cours à la vulnérabilité et au franc-parler.

**6. Dédommagement** En reconnaissance de la valeur de leur temps et de leurs opinions, les participants ont été dédommagés individuellement par le Forum, sauf les personnes dédommagées directement par les organismes communautaires pour participer à l'étude pendant leurs heures de travail. Nous souhaitons par là démontrer la réciprocité en action.

# 44 %

des jeunes adultes pensent que la stabilité politique du Canada est modérément menacée par la division sur les questions politiques au sein de la population



# 38 %

des personnes interrogées pensent que la division en matière d'opinion politique au Canada va augmenter



#### 7. Engagement permanent auprès de la communauté

Notre engagement envers la communauté va au-delà des tables rondes. Nous avons mis en place une boucle de la responsabilité, en invitant les jeunes et les organisations qui les servent à une deuxième discussion, une fois le rapport publié, pour qu'ils prennent connaissance des constatations du projet et soient témoins de l'ajout de leurs voix sur une plateforme nationale. Nous avons fait de même pour les partenaires et les collaborateurs du projet, en réunissant un groupe de 50 champions multidisciplinaires de la démocratie dans le cadre d'un symposium. Notre but est de briser le cycle des consultations en vase clos et de rechercher plutôt un engagement continu.

La réaction que nous avons suscitée, renversante, témoigne de la grande importance que les jeunes Canadiens accordent à ces questions.

Malgré le sentiment qu'a ce groupe d'être de plus en plus tenu à l'écart du processus démocratique, le nombre d'inscriptions à une table ronde co-organisée par l'organisme « L'apathie c'est plate » (*Apathy is Boring*) a atteint près de 150 pour une capacité d'accueil limitée à 25 participants. Nous avons réussi à organiser une deuxième rencontre, car les personnes inscrites disaient avoir désespérément besoin d'un lieu où elles pourraient entrer en contact avec d'autres et s'exprimer sur leurs expériences sans censure.

L'effet a été similaire à Saint John, au Nouveau-Brunswick, où nous avons établi un partenariat avec le Saint John Human Development Council. Après l'envoi de mon courriel de présentation à Randy Hatfield, le directeur général de cet organisme, celui-ci a voulu donner suite immédiatement, insistant sur la nécessité d'impliquer les jeunes adultes de la région des Maritimes dans notre étude.

« Dans notre communauté, nous sommes souvent centrés sur les besoins fondamentaux, comme la sécurité alimentaire, l'itinérance, le logement et la réduction des méfaits », a-t-il déclaré. « Comptant pour seulement deux pour cent de la population nationale, le Nouveau-Brunswick fait face à des problèmes de grande ville dans une petite ville. Il se trouve ici des gens très intéressés à participer à un dialogue constructif à l'échelle du pays, mais on ne leur offre pas l'occasion, les moyens ou les invitations qui leur permettraient de prendre part à la discussion. »

Quelques données révélatrices de notre enquête : 44 % des jeunes adultes pensent que la stabilité politique du Canada est modérément menacée par la division sur les questions politiques au sein de la population;

et 38 % des personnes interrogées pensent que la division en matière d'opinion politique au Canada va augmenter.

Nous traversons une époque agitée et tourmentée qui nous oblige à regarder au-delà des statistiques. Pour comprendre les angoisses les plus profondes des gens, il faut aller voir de près les vraies communautés. Par des méthodes choisies avec soin, nous avons non seulement pu explorer les idées et les actions des jeunes adultes, mais aussi rendre les données concrètes, en montrant les multiples facettes de la vie de ces jeunes et leur façon d'aborder le monde qui les attend.

En outre, les questions auxquelles nous faisons face ne sont pas purement intellectuelles; elles sont aussi profondément émotionnelles. Selon le politologue Benedict Anderson, les communautés nationales sont issues de l'imaginaire et, dès lors, notre sens de la communauté est forgé dans le creuset de nos émotions et il dicte nos fréquentations et les raisons pour lesquelles nous fréquentons telle personne et pas telle autre. À l'heure d'écrire ces lignes, dans un avion qui survole les vastes étendues de l'Amérique du Nord, je ne peux m'empêcher de réfléchir à la trame émotionnelle et informationnelle de notre imaginaire national qui s'effiloche de plus en plus et approche du point de rupture. Notre communauté nationale imaginaire semble être en perpétuelle mutation, toujours à se définir et à se redéfinir. Le présent rapport cherche à comprendre le comment et le pourquoi de ces fractures en vue de rebâtir l'imaginaire national que nous envisageons tous. En effet, comme l'a écrit si justement le poète Adjei, « nos mots peuvent bâtir des dynasties et renouer des liens » [traduction libre].

De la part du Forum des politiques publiques, permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude à nos partenaires du secteur communautaire :

- **Lifelong Leadership Institute;**
- **First Work Ontario;**
- **Saint John Human Development Council;**
- **Apathy is Boring;**
- **LOVE Nova Scotia;**
- **YMCA Canada.**

Merci tout particulièrement au Centre pour les médias, la technologie et la démocratie de l'Université McGill pour sa collaboration à titre de partenaire du projet Démocratie numérique et aux distingués professeurs et journalistes qui ont participé à cette étape :

- **Wendy Chun**, chaire de recherche Canada 150, Université Simon Fraser;
- **Erica Ifill**, journaliste indépendante, groupe de défense des intérêts Not in my colour;
- **Stephanie Carvin**, professeure agrégée, affaires internationales, Université Carleton;
- **Elizabeth Dubois**, professeure adjointe, Université d'Ottawa;
- **Guillermo Renna**, greffier législatif, Sénat du Canada;
- **Riley Yesno**, chercheuse et auteure anichinabée;
- **Eric Merkley**, professeur adjoint, département de sciences politiques, Université de Toronto;
- **Aengus Bridgman**, professeur adjoint (recherche), Université McGill;
- **Sonja Solomun**, directrice adjointe, Centre pour les médias, la technologie et la démocratie;
- **Heidi Tworek**, professeure adjointe, Université de la Colombie-Britannique.

Vous pouvez prendre connaissance de leur contribution collective en consultant le site Web de la Commission canadienne sur l'expression démocratique.

Merci aussi aux membres de la commission consultative ayant orienté et soutenu ce projet :

- **Cadmus Delorme**, ancien chef de la Première Nation de Cowessess;
- **Cristine de Clercy**, chaire Jarislowsky, Université Trent;
- **Eric Merkley**, professeur adjoint, Université de Toronto;
- **John Beebe**, fondateur, Democratic Engagement Exchange, Université métropolitaine de Toronto;
- **Nathalie Des Rosiers**, principale, Massey College, Université de Toronto;
- **Samantha Reusch**, directrice générale, Apathy is Boring;
- **Trevor Massey**, président, Lifelong Leadership Institute.
- **Morris Rosenberg**, ancien sous-ministre, Affaires étrangères et Santé, ancien sous-procureur général du Canada et ancien président de la Fondation Pierre Elliott Trudeau.

Shweta Menon, associée de politiques, mérite d'être saluée pour son engagement constant, sa remarquable intelligence et toute l'énergie qu'elle a déployée à mes côtés afin de mener à bien ce projet ambitieux et d'une grande portée. Son apport à ce travail fut essentiel et je tenais à lui rendre hommage. À Gareth Chappell, directeur de la planification et des opérations du FPP, merci pour la sagesse et les conseils tout au long du projet.

À Zofia Switkowski, la conseillère clinique en justice réparatrice avec laquelle nous avons

collaboré, j'exprime ma profonde gratitude. Merci d'avoir cocréé un espace sûr pour les jeunes adultes lors de l'animation de la table ronde.

Merci aussi à Justin Ling pour l'importance qu'il a accordée à la réalisation de ce projet. Par son travail, il a donné vie aux histoires de ces jeunes et les a reliées à notre conscience collective à l'échelle du pays. Justin et moi sommes également reconnaissants à Andrew Potter, pour son implication effective dans le projet et son travail à titre d'éditeur de ce rapport.

Enfin, j'exprime ma profonde reconnaissance à Edward Greenspon et à Alison Uncles, mes mentors et maintenant mes amis, pour m'avoir fait confiance et m'avoir permis

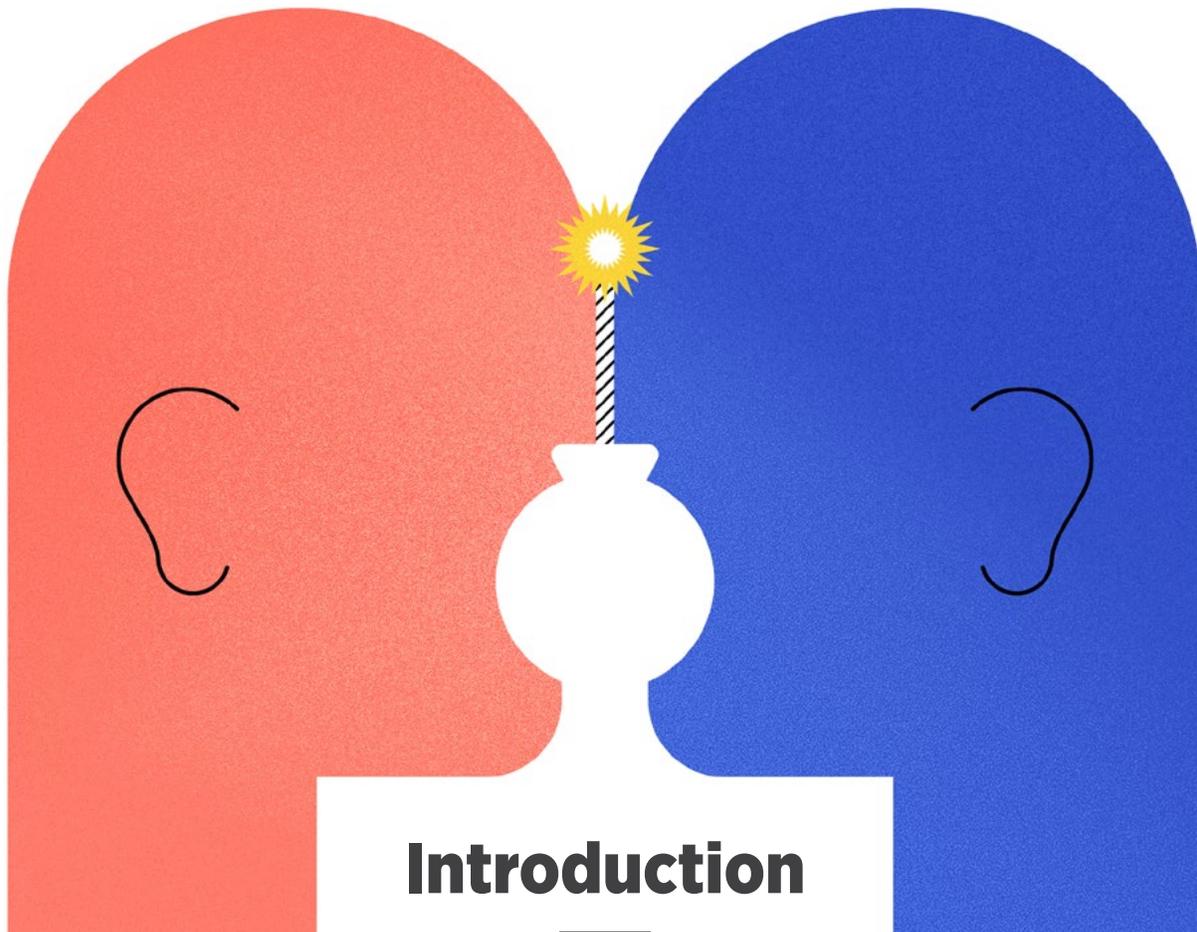
d'entreprendre cette démarche au nom du FPP. C'est un honneur pour moi de communiquer à tous le fruit de notre engagement envers l'esprit du Forum et notre quête pour l'amélioration des politiques en vue d'un Canada meilleur.

Quel sera notre prochain horizon? Dans les mots du mystique et poète soufi Rumi, je vous adresse à tous cette invitation : « Au-delà de ce qui est bien et de ce qui est mal, il y a un champ. Je vous y retrouverai. »



**Victoria Kuketz**





## Introduction

### **Il est difficile de se représenter une scène plus canadienne.**

Imaginez une mer d'unifoliés de toutes tailles, presque rigidifiés par le froid et en dessous, des centaines de Canadiens vêtus de tuques, de chandails à capuche, de parkas et de grosses mitaines, la condensation de leur souffle s'élevant dans l'air; au loin, l'architecture néogothique de l'édifice de l'Ouest, siège temporaire de la Chambre des communes.

En collaboration avec l'institut de sondage en ligne RIWI, le Forum des politiques publiques

a présenté une photo correspondant à cette description à 1 500 jeunes Canadiens avant de leur poser une question simple : « Que voyez-vous sur cette photo? »

Environ les trois quarts des personnes interrogées ont répondu correctement qu'il ne s'agissait pas d'une assemblée patriotique ordinaire : elles ont peut-être remarqué que l'un des drapeaux canadiens flottait à l'envers, que des pancartes blanches émergeaient de la foule et qu'une scène de fortune était installée sur un camion à plateforme parmi les manifestants. Sur une pancarte, le visage du

# 50 %

des personnes interrogées  
ont déclaré que le vote était  
la meilleure stratégie



# 1 sur 5

a opté pour les manifestations  
et la désobéissance civile



premier ministre du Québec, François Legault, est à peine visible derrière des barreaux de fer. Au milieu de la foule, une autre pancarte montre des mains accrochées à des barreaux similaires avec la légende : « La nouvelle maison de Trudeau ». À un mètre au-dessus de la foule, attachée à la cabine d'un camion, une autre pancarte indique : « Merci aux camionneurs de la liberté! »

Nous avons demandé aux participants à l'enquête, des jeunes de 18 à 35 ans de tout le pays, de décrire ce qu'ils avaient vu, mais beaucoup ont choisi de nous dire ce que cette photo de l'occupation d'Ottawa pendant trois semaines par le Convoi de la liberté leur avait fait ressentir. Et ils ont été d'une franchise brutale.

« Ils protestent pacifiquement contre les droits et les libertés que notre gouvernement nous a retirés à cause d'une épidémie », a écrit un jeune homme de 25 ans originaire de

Bobcaygeon, en Ontario. « Notre gouvernement a forcé toutes les familles de la classe moyenne à se démener pour payer le loyer, la nourriture et l'essence, et à cause de lui, notre économie s'est effondrée. »

Une femme de 30 ans de Saskatoon n'était pas de cet avis. « C'est la chose la plus ridicule que j'aie jamais vue se produire dans ce pays », a-t-elle écrit. « Ça n'a pas d'allure que des gens manifestent contre la santé et la sécurité d'autres personnes. »

Ces réponses sont un échantillon des points de vue extrêmement différents et incompatibles exprimés à propos des événements de l'hiver dernier. S'agissait-il d'une « manifestation pacifique contre un dirigeant tyrannique », comme l'a déclaré un jeune homme de 32 ans originaire de Winkler, au Manitoba? Ou bien les manifestants étaient-ils mus par « le mensonge et la désinformation », est-ce qu'ils « perturbaient la paix de tout le monde » et étaient « racistes », comme l'a conclu un compatriote manitobain? Les invectives ne manquaient pas : les répondants traitaient les manifestants de « bébés adultes » et de « perdants ». Un Québécois a écrit qu'ils manifestaient contre « des mesures QUI DEVAIENT ÊTRE PRISES POUR LIMITER LA MORT DE CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ».

Nous avons également demandé aux répondants de proposer des solutions. Lorsque quelque chose doit être corrigé dans ce pays, quel est le meilleur moyen de mettre en œuvre ce changement? Nous leur avons proposé quatre choix :

- Rien ne peut conduire à un véritable changement;

- Retirer le pouvoir aux élites mondiales;
- Manifester et prôner la désobéissance civile;
- Voter.

L'homme proconvoi de Bobcaygeon, un nihiliste, a choisi la première option. La Saskatonienne de 30 ans, celle qui était exaspérée par le convoi, a déclaré qu'il fallait poursuivre les élites mondiales. Le Québécois qui écrivait en majuscules a déclaré que la meilleure façon de changer les choses était de manifester. Une femme de 25 ans, originaire de Guelph en Ontario, selon qui le convoi était composé de Canadiens « manifestant pour récupérer leurs droits et libertés », restait persuadée que le meilleur moyen de susciter un véritable changement était de passer par le système électoral.

La moitié seulement des personnes interrogées ont déclaré que le vote était la meilleure stratégie. Plus d'une personne sur cinq a opté pour les manifestations et la désobéissance civile, et 17 % ont déclaré qu'il était essentiel de supplanter les élites mondiales. Enfin, 12 % des personnes interrogées ont déclaré que rien ne pouvait vraiment résoudre nos problèmes.

Ces réponses laissent entendre que la foi dans notre système démocratique est plus faible que nous ne pourrions le penser et qu'il existe une profonde frustration quant à l'état du pays. La polarisation est au cœur de ce problème.

Plus de 70 % de l'ensemble des personnes interrogées ont déclaré que le Canada était modérément ou extrêmement polarisé. Plus de 45 % s'attendaient à ce que la situation s'aggrave au cours des cinq prochaines années. Quelque 25 % des répondants avaient très peur ou extrêmement peur

que le Canada lui-même soit menacé par ces divisions politiques.

C'est un changement radical pour le Canada. Jusqu'à récemment, on s'accordait à dire que nous avions échappé à la marée montante de la polarisation qui touchait d'autres pays riches. Si cette impression a perduré, c'est que nous n'avons manifestement pas vu les quelques canaris qui tombaient dans la mine. Le Convoi de la liberté nous a finalement réveillés.

Un mouvement populaire, alimenté par la frustration, la colère et, dans certains cas, la mésinformation, a déferlé sur la capitale nationale dans une cacophonie de klaxons et de visées contradictoires. L'occupation d'Ottawa, ainsi que les blocages annexes à Windsor et au poste frontalier de Coutts, en Alberta, ont révélé un schisme plus profond

---

# 17 %

ont déclaré qu'il était  
essentiel de supplanter  
les élites mondiales




---

# 12 %

ont déclaré que rien ne  
pouvait vraiment résoudre  
nos problèmes



qui s'est creusé dans la société canadienne, un schisme qui dément l'analyse optimiste selon laquelle le Canada disposerait d'une certaine immunité contre la politique de la division, un schisme que les sondages n'avaient pas mis en évidence.

Plus d'un an après, le pays semble incapable de s'accorder sur ce qu'était exactement le Convoi de la liberté, comme le montrent les réponses à notre enquête. Beaucoup de ceux qui s'opposent au mouvement le considèrent comme intrinsèquement violent, raciste, sexiste et illibéral, peut-être même financé par des puissances étrangères hostiles. Des politiciens de tous bords sont désireux de promouvoir ou de dénigrer le convoi et ses partisans dans leur propre intérêt politique. Les participants au convoi sont convaincus que leur cause et leur tactique étaient justes et que leurs droits fondamentaux restent menacés. Dans tout ce bruit, il est difficile de comprendre ce qui a motivé le convoi, et encore moins en quoi il est le reflet de notre société.

Le présent rapport tente de faire le point sur la polarisation au Canada et d'en comprendre les principaux moteurs. Il s'inscrit dans le prolongement d'une étude pluriannuelle du FPP consacrée à la démocratie dans le Canada de l'ère numérique. Le projet Démocratie numérique cherchait à mieux comprendre les menaces que représentent la haine et la désinformation qui prolifèrent en ligne. Entretemps, la Commission canadienne de l'expression démocratique et l'Assemblée citoyenne qui l'accompagne ont été chargées de proposer des réponses sur la façon dont les plateformes Web pouvaient atténuer les préjudices en ligne tout en encourageant un échange de vues plus libre et plus franc.

Ce volet particulier du projet ciblait le phénomène de la polarisation, en mettant l'accent sur la place des jeunes de 18 à 35 ans dans le processus démocratique. Grâce à une enquête nationale menée par RIWI [site en anglais], le FPP a tenté d'atteindre ceux qui ne participent généralement pas aux sondages d'opinion en évaluant la position des jeunes adultes canadiens concernant ce fossé grandissant.

Nous avons également organisé des tables rondes communautaires, à la fois en personne et en ligne, avec l'aide de partenaires locaux, choisis en fonction de leurs valeurs :

- Apathy is Boring (« L'apathie c'est plate »);
- First Work Ontario;
- Lifelong Leadership Institute;
- Saint John Human Development Council;
- YMCA Canada;
- LOVE Nova Scotia.

Les participants pouvaient venir de villes isolées comptant à peine 1 600 habitants ou de grands centres urbains. Des conversations approfondies ont permis d'examiner les façons dont la polarisation se manifeste dans la vie quotidienne des jeunes Canadiens et les façons dont ils y font face. D'un bout à l'autre du spectre, nous n'avons constaté ni indifférence ni participation à contrecœur, mais plutôt une véritable envie de témoigner et de s'écouter les uns les autres; les répondants étaient par ailleurs reconnaissants d'avoir eu accès, pour une rare fois, à un espace où ils pouvaient parler en toute confiance de leur expérience, leur vulnérabilité et leurs frustrations.

Comme pour d'autres aspects du projet Démocratie numérique, nous nous sommes associés au Centre pour les médias, la

**« Nous n'avons constaté ni indifférence ni participation à contrecœur, mais plutôt une véritable envie de témoigner et de s'écouter les uns les autres. »**



technologie et la démocratie de l'Université McGill. Ce dernier a commandé des articles à huit universitaires de tout le pays sur des sujets allant de la stratification partisane à l'expérience des peuples autochtones dans ce paysage politique tendu.

Nous avons également interrogé des dizaines de Canadiens ayant un point de vue personnel sur le problème : politiciens de tous bords et de tous niveaux, personnel politique et stratèges, journalistes et commentateurs, universitaires et experts, activistes, dirigeants autochtones et citoyens ordinaires. Toutes ces sources ont bénéficié de l'anonymat et ont été encouragées à donner leur avis sans fard.

Ce rapport s'appuie sur tout ce travail ainsi que sur mon expérience de journaliste, qui comprend des reportages dans les rues d'une Ottawa occupée par le Convoi de la liberté; une activité au Parlement en tant que membre occasionnel de la tribune de la presse parlementaire; des recherches sur les nouvelles tendances en matière de désinformation et de désinformation; et des reportages sur des personnes qui propagent des informations erronées à des fins lucratives.

S'appuyant sur toutes ces sources, ce rapport présente la question en trois parties.

Tout d'abord, nous aborderons le tri partisan, qui creuse des fossés entre les partis et les partisans et tient à l'écart les personnes frustrées par la politique d'Ottawa, devenue un sport sanguinaire. Par leur exploitation des médias sociaux et à cause du besoin constant de remplir les caisses, les partis aggravent cette polarisation en même temps qu'ils en souffrent.

Deuxièmement, nous examinerons la façon dont Internet a perturbé nos conversations. La mésinformation et les théories du complot, alimentées par des influenceurs et fabriquées dans des communautés en ligne coupées du monde extérieur, ne nous ont pas seulement polarisés selon des critères sociopolitiques : ils nous ont plongés dans des réalités différentes. Cette situation survient à un moment où l'une des forces modératrices traditionnelles, les médias dits « grand public », s'est effondrée sur elle-même et présente des variations sur un thème qui ne parle plus à l'ensemble des Canadiens.

Troisièmement, nous nous pencherons sur la pandémie. La solidarité en temps de crise a fini par céder la place à une profonde animosité entre ceux qui étaient convaincus que nous n'en avions pas fait assez pour lutter contre le virus et ceux qui craignaient que nous ne soyons allés trop loin.

Le but de ce rapport est d'exposer la manière dont cette polarisation se manifeste et de distinguer quelques-unes des tensions qui alimentent celle-ci. En effet, si nous voulons avoir l'espoir d'inverser ces tendances, nous devons d'abord les comprendre.

# Qu'est-ce que la polarisation?

## En 1964, la Cour suprême des États-Unis est saisie d'une affaire délicate :

un film français osé avait scandalisé le public américain et la Cour suprême était chargée de régler le conflit entre la susceptibilité américaine et la liberté d'expression. Il s'agissait de déterminer si le film, *Les amants*, était techniquement « obscène ». Le juge Potter Stewart a estimé qu'il ne l'était pas et était donc protégé par la Constitution. Or, dans son jugement, il a avoué qu'il n'était pas en mesure de donner une véritable définition de l'obscénité, concluant : « Mais je la reconnais quand je la vois. »<sup>1</sup>

Ces huit mots frustrants et vagues allaient susciter de nombreux débats juridiques dans les décennies à venir. Ils résument également le sentiment de nombreux Canadiens sur le phénomène de la polarisation dans ce pays. Nous savons qu'elle existe, mais nous ne disposons pas d'un bon test pour déterminer ce qui fait la polarisation d'un pays.

Le Canada est un pays divisé par de nombreux clivages de longue date : Anglais contre Français; Est contre Ouest; urbanité et ruralité; richesse et pauvreté; colons et autochtones; protestants et catholiques; etc. Ces clivages existaient avant même qu'Internet et la COVID-19 ne fassent leur apparition dans notre lexique; c'est d'ailleurs sur la base de ces clivages que la fédération canadienne s'est construite.

Compte tenu de leur histoire, il n'est pas surprenant que les Canadiens sachent « reconnaître la polarisation quand ils la voient ». Au début de l'année, l'institut de sondage Ekos a demandé aux Canadiens quelle était leur plus grande crainte pour l'avenir : la polarisation est arrivée en tête.<sup>2</sup> Le cabinet de relations publiques Edelman a récemment constaté que les inquiétudes des Canadiens concernant notre climat politique alimentaient l'incertitude économique. Le Canada est en fait l'un des pays riches les plus inquiets sur le plan économique : seuls 28 % des habitants pensaient que leur situation serait meilleure dans cinq ans, soit le niveau le plus bas jamais enregistré. Edelman a également constaté qu'à peine 51 % des habitants déclaraient avoir confiance dans le gouvernement.

Les Canadiens ont déclaré que, si l'on ne remédiait pas à l'exacerbation des divisions, ils craignaient que nous n'observions une augmentation des préjugés, une incapacité croissante à résoudre les problèmes sociétaux, un ralentissement du développement économique et même de la violence dans les rues.<sup>3</sup>

Pourtant, nous savons également que la polarisation (sous la forme des opinions divergentes) n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Si des voix différentes ne s'affrontent pas et ne rivalisent pas les unes contre les autres, le consensus majoritaire impose tout simplement sa volonté à une nation entière. Les régimes parlementaires de type britannique sont fondés sur le principe de l'opposition loyale. Lorsque certaines voix sont exclues du débat démocratique, la polarisation peut également servir d'indicateur d'un problème plus large dans le pays :

l'aliénation de l'Ouest, les discriminations raciales, le génocide culturel des peuples autochtones. De réelles injustices sociétales ou de profondes divergences d'opinions peuvent nous pousser à la limite d'une pensée jusqu'alors acceptable : des idées telles que la déségrégation aux États-Unis ou la construction d'une relation de nation à nation avec les peuples autochtones chez nous étaient autrefois considérées comme trop polarisantes pour être même discutées.

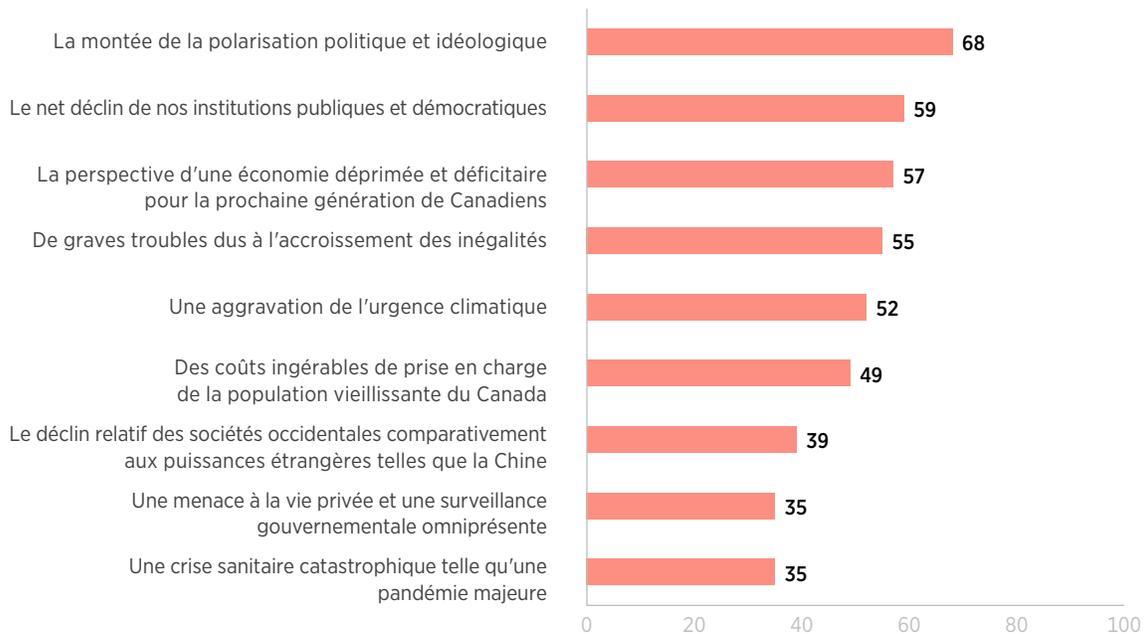
Mais la polarisation à laquelle le Canada est confronté n'a pas pris cette teinte constructive.

Ici, le phénomène de polarisation ne se définit pas par un engagement vigoureux, mais par un désengagement, une amertume improductive et des motifs impurs.

Au cours de la dernière décennie, aux États-Unis et en Europe, des dirigeants intolérants ont entretenu et exploité exactement ce type de polarisation : Donald Trump aux États-Unis, Giorgia Meloni en Italie, Andrés Manuel López Obrador au Mexique, entre autres. Certaines expressions de cette polarisation sont facilement mesurables dans les sondages, qui montrent des

### Vos plus grandes craintes concernant l'avenir

**Q :** Parmi les choix suivants, lequel reflète le mieux vos préoccupations les plus profondes concernant l'avenir?



**Note :** Réponses présentées sous forme de choix par paires. Les chiffres représentent la fréquence à laquelle chaque option a été choisie par rapport aux autres éléments testés.

**Échantillon :** Canadiens; 7 au 14 octobre 2022, n = 1 079, marge d'erreur de 3 %, 19 fois sur 20.

**« Sur de nombreux sujets, et de façon complexe, nous sommes devenus plus dogmatiques et plus intenses dans nos convictions, et nous faisons moins confiance aux personnes qui ne sont pas d'accord avec nous. »**



clivages de plus en plus marqués au sujet de l'accès à l'avortement, de l'immigration, des droits des LGBTQ et même de la crédibilité des élections.

Pourtant, au Canada, il n'y a pas eu de divergence notable concernant la plupart des questions sociales. Un sondage réalisé en 2022 par l'institut de sondage britannique Lord Ashcroft sur des questions politiques au Canada a révélé « peu de signes de la polarisation qui façonne la politique aux États-Unis et dans certaines parties de l'Europe ». Les sujets qui, ailleurs, déchaînaient la fureur donnaient lieu à un « consensus serein chez la plupart des Canadiens ». <sup>4</sup>

Il n'y a pas eu non plus de poussée populiste dans les urnes. Le Parti populaire de Maxime Bernier, qui s'inspire des partis populistes de droite d'autres pays, a progressé, certes, mais peu. Lors des élections fédérales de 2021, le parti de M. Bernier a obtenu 550 000 voix de

plus que lors des élections précédentes, mais il n'a pas obtenu plus de 5 % du vote populaire : on est loin de la vague populaire qui soulève les partis polarisants à l'étranger.

Mais cela ne signifie pas que le Canada est exempt de polarisation. Cela peut simplement vouloir dire que les tests classiques ne sont pas tout à fait adaptés à la situation.

The Global Initiative on Polarization (« l'initiative mondiale sur la polarisation »), lancée récemment par l'Institute for Integrated Transitions, a tenté d'énumérer les caractéristiques qui définissent la polarisation.

Selon le comité d'experts du projet, le premier indicateur de polarisation est la « caractéristique centrifuge ». En d'autres termes, la polarisation « implique un éloignement du centre et un rapprochement vers des pôles ou des marges identifiables ». Si l'on considère cette caractéristique exclusivement sous l'angle de la position du public sur certains enjeux sociaux ou de la popularité de certains politiciens, on peut dire que le Canada ne satisfait pas à ce critère. Pourtant, nous avons migré vers les marges de bien d'autres façons, notamment en ce qui concerne notre opinion sur les dirigeants politiques, les stratégies de lutte contre la pandémie, les nouveaux projets de logement urbain et les dangers imaginaires des drag queens qui font la lecture aux enfants. Il y a plus inquiétant encore : les crimes haineux signalés par la police se sont multipliés, augmentant de 70 % entre 2019 et 2021. <sup>5</sup> Sur de nombreux sujets, et de façon complexe, nous sommes devenus plus dogmatiques et plus intenses dans nos convictions, et nous faisons moins confiance aux personnes qui ne sont pas d'accord avec nous. *Premier critère, la caractéristique centrifuge : rempli.*

Le Canada remplit d'autres critères. Le comité d'experts de la Global Initiative on Polarization a également ciblé « l'ampleur », c'est-à-dire « un conflit ou un différend massif », comme étant une composante nécessaire de la polarisation. Le fait que plus de 10 000 personnes parcourent de grandes distances pour occuper et bloquer notre capitale et des postes frontaliers semble indiquer que nous possédons cette caractéristique. *Deuxième critère, l'ampleur : rempli.*

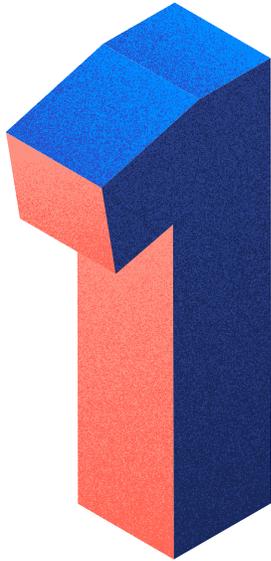
Selon les experts, les États polarisés ont également tendance à se définir par des « boucles de rétroaction et des dynamiques d'action-réaction qui se renforcent d'elles-mêmes », c'est-à-dire par des positions bien ancrées qui se définissent en opposition à un autre camp. Pensez aux « patriotes » qui se définissent en opposition aux « mondialistes » ou aux « libres penseurs » qui s'opposent à la rectitude politique contrôlante du « mouvement Woke ». *Troisième critère, les boucles de rétroaction : rempli.*

Dans les pays qui connaissent une polarisation interne, le discours public a également tendance à dévier vers « le terrain de l'identité, dans lequel le “qui” importe plus que le “quoi” et l'émotion plus que la raison ». Les adeptes de la politique identitaire, de tous bords, sont devenus dédaigneux, voire hostiles, à l'égard des opinions de ceux qu'ils considèrent comme des oppresseurs. *Quatrième critère, l'identité : rempli.*

Enfin, ce qui est peut-être le plus important, l'initiative détermine « une perte de diversité des points de vue et une propension par défaut à la simplification, la binarité, la tendance à romancer le groupe interne et à diaboliser du groupe externe ». Prenons

l'exemple des manifestants qui, sur les campus, interrompent des manifestations auxquelles participent des orateurs avec lesquels ils sont viscéralement en désaccord. *Cinquième critère, la simplification : rempli.*

Si nous voulions vérifier que notre instinct est le bon, ce test vient de le confirmer : le Canada est polarisé.



## 1<sup>re</sup> partie Le tri partisan

**Le premier endroit où l'on peut trouver des indices sur le phénomène de polarisation est, bien sûr, Ottawa.**

Il n'est pas difficile de trouver des preuves du mécontentement des Canadiens à l'égard de notre statu quo politique : à la fin de l'année 2022, l'institut de sondage Ipsos a constaté que 14 % des habitants du pays approuvaient fortement le premier ministre Justin Trudeau, tandis qu'un tiers le désapprouvait fortement.<sup>6</sup> Les chiffres étaient presque identiques pour Pierre Poilievre, son principal rival. Même en ce qui concerne Jagmeet Singh, qui se classe régulièrement comme le chef fédéral le plus



populaire, les réactions fortement négatives l'emportent d'environ sept points sur les réactions fortement positives.

La politique a toujours été un mélange d'espoir et de peur, de loyauté et d'aversion. Mais les tendances actuelles à la polarisation indiquent que la colère prend le dessus; une boucle d'autorenforcement récompense la négativité au détriment de la positivité.

Lors de nos tables rondes communautaires, nous avons perçu une déception et une frustration à l'égard de notre système politique et des personnes qui sont à la barre :

« Beaucoup de gens ont perdu confiance en leurs dirigeants politiques parce que le système ne reflète pas les besoins et les expériences d'un grand nombre de gens », a déclaré une personne participante. Une deuxième a regretté qu'il soit difficile de soutenir des candidats qui « passent toute leur campagne à dénigrer les autres ». Une troisième s'est dite contrariée par les politiciens qui passent plus de temps à faire campagne « qu'à faire des choses pour la collectivité ».

La « politique considérée comme un sport » a des répercussions dans le monde réel. Que ce soit parce qu'ils intériorisent les grands discours ou parce qu'ils en sont simplement dégoûtés, les jeunes adultes perdent confiance dans notre régime politique. Notre enquête RIWI posait la question suivante : « Dans quelle mesure pensez-vous que le processus électoral de votre pays est équitable et transparent? » L'enquête a révélé que les 18 à 35 ans se divisaient en deux groupes pratiquement égaux sur la question.

Avec l'omniprésence de tels sentiments, il ne faut pas s'étonner que seulement six personnes sur dix votent dans ce pays. Pour les personnes tenues à l'écart du système, la politique n'est tout simplement pas un forum où les choses se font : le manque de confiance dans le processus conduit certains Canadiens à prendre les choses en main.

En 2020, en Nouvelle-Écosse, des pêcheurs micmacs ont été attaqués par des foules qui invoquaient que la pêche autochtone, promise mais jamais respectée dans les traités, menaçait leurs propres moyens de subsistance. Tout au long de l'année 2022, des attaques contre des infrastructures en

Colombie-Britannique, apparemment par des militants écologistes qui s'opposaient à de nouveaux projets pétroliers et gaziers, ont causé des dégâts considérables et fait craindre pour la sécurité des travailleurs. À partir du début de la pandémie, on a assisté à des tentatives répétées de procéder à des arrestations citoyennes de députés, dans le cadre d'un plan visant à les juger pour crimes contre l'humanité en raison de leur rôle dans la promotion de la vaccination.

Il s'agit là d'exemples extrêmes d'un sentiment plus général selon lequel le gouvernement est trop lent, trop indifférent, trop égocentrique, trop divisé et trop partial pour relever les défis auxquels le pays est confronté : l'autodéfense serait nécessaire pour compenser.

#### **Le Parlement et la diffusion en continu**

Dans l'édifice de l'Ouest, siège provisoire de la Chambre des communes, chaque député a un nouveau dispositif près de son pupitre : un minuscule moniteur diffusant en direct les débats de la Chambre. Lorsqu'un député se lève pendant la période des questions, il peut voir la caméra se diriger vers son siège et visionner sa propre performance du coin de l'œil.

**« La politique spectacle alimente la polarisation, les intentions vertueuses de pure forme remplacent la discussion et, bien trop souvent, cette chambre nous sert à créer des clips et non à lancer des débats nationaux. »**

Lors de la première diffusion télévisée des débats en 1977, on a vraiment craint que celle-ci n'ajoute un élément spectaculaire et théâtral dont la Chambre des communes n'avait pas besoin. Comme l'a mentionné un reportage de la CBC à l'époque, on craignait de « faire des députés des artistes, et d'un débat sérieux du théâtre télévisé ». Cette crainte s'est révélée infondée pendant longtemps. Relativement peu de Canadiens suivaient ces débats, sauf dans une émission hebdomadaire de récapitulation, *Les débats parlementaires*. Il valait rarement la peine pour un député de charger son personnage.<sup>7</sup>

Aujourd'hui, les motivations ont changé. De nombreux députés contrôlent eux-mêmes leur chaîne de diffusion. Grâce aux nouvelles technologies de diffusion en continu, le bureau d'un député peut facilement faire un montage des interventions de celui-ci à la Chambre et le publier sur les réseaux sociaux. Ce type de contenu direct qui met en valeur le travail du Parlement *pourrait* apaiser la méfiance, en prouvant aux masses sceptiques que nos représentants élus sont, en fait, au travail pour promouvoir et servir l'intérêt national.

Dans la pratique, cependant, ces vidéos entraînent des effets pervers.

En février dernier, alors que des manifestants occupaient la capitale, installés devant les portes du Parlement, les députés de la Chambre des communes ont débattu de l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence. Au cours d'un débat particulièrement animé, le député conservateur Scott Aitchison a prononcé un discours au ton conciliant. « Chaque Canadien a le droit de manifester pacifiquement, mais nous n'avons pas le droit de garer un camion au milieu d'une rue en

pleine ville pendant trois semaines », a-t-il déclaré. « De la même manière, nous avons le droit d'être en désaccord avec ceux qui ont choisi de ne pas se faire vacciner, mais nous n'avons pas le droit de les traiter de racistes ou de misogynes. » M. Aitchison a extrait des passages du discours et a publié la vidéo sur Facebook. À ce jour, elle a été visionnée environ 30 000 fois, ce qui ne représente qu'une fraction des vues obtenues par ses collègues du groupe parlementaire pour des vidéos similaires, mais plus virulentes.<sup>8</sup>

Par exemple, un discours de l'un de ses collègues du caucus, Chris Warkentin, a accusé le gouvernement d'une « attaque illégale contre nos libertés », qui donnerait au premier ministre le pouvoir illimité « d'attaquer ses adversaires politiques ». La vidéo a été visionnée dix fois plus souvent.<sup>9</sup>

Les libéraux sont également entrés dans ce jeu. Mais les conservateurs utilisent plus efficacement ce type de tactique numérique à forte charge affective, en produisant des vidéos intenses sur les médias sociaux, en misant sur une rhétorique grandiloquente et des sujets qui soulèvent les passions pour faire frémir leurs partisans. Depuis que Pierre Poilievre a remporté la course à la direction, il publie fréquemment des vidéos qui peuvent avoir ce genre de titre : « Ce qu'un libéral snob pense des Canadiens ».

Nous savons que les algorithmes de Facebook, Twitter et YouTube ont tendance à privilégier les contenus qui procurent des émotions,<sup>10</sup> qu'elles soient positives ou négatives. Ces députés ne font donc qu'exploiter ce qui fonctionne. Un politicien conservateur a admis que les députés pensent désormais à la période des questions exclusivement en

fonction de ce qui peut en être extrait pour être diffusé sur les médias sociaux.

Erin O'Toole, l'ancien chef conservateur, a laissé échapper ce secret dans son allocution d'adieu au Parlement : « La politique spectacle alimente la polarisation, les intentions vertueuses de pure forme remplacent la discussion et, bien trop souvent, cette chambre nous sert à créer des clips et non à lancer des débats nationaux », a-t-il dit à ses collègues et, bien sûr, à ceux qui le suivent sur les médias sociaux.

Cette tendance s'observe dans la façon dont les partis s'adressent à leurs membres et sympathisants. Ces dernières années, les libéraux ont envoyé des lettres de collecte de fonds dans lesquelles ils accusaient leurs adversaires d'être « à la solde de la NRA [National Rifle Association] canadienne ». Les conservateurs, eux, ont accusé les médias d'être de mèche avec le parti libéral et de « jurer, crier et chahuter » pendant les conférences de presse. Le NPD, pour sa part, a envoyé des courriels à ses partisans contenant des allégations selon lesquelles leurs adversaires « se réunissent dans les salles somptueuses de clubs fermés où les travailleurs ordinaires ne sont pas admis. Ils profitent de la nourriture, des boissons et des cadeaux offerts par les lobbyistes des grandes entreprises ».

Ces affirmations sont, au mieux, trompeuses et, souvent, farfelues. Pourtant, ces messages peuvent apparaître dans la boîte de réception des partisans jusqu'à cinq fois par jour, accompagnés de la mention « URGENT ». Tout comme les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, ils sont conçus pour les sympathisants actuels des partis.

Ces tactiques font de la loyauté envers le parti et du rejet des opposants un impératif moral. Si elles tendent à maintenir au bercail les fidèles du parti, elles obtiennent en revanche de piètres résultats pour le recrutement de nouveaux électeurs. Mais il y a un domaine où elles sont devenues incroyablement efficaces : la collecte de fonds.

### **L'argent est le nerf de la guerre**

Lors des élections fédérales de 2006, les partis étaient autorisés à dépenser un peu plus de 18 millions de dollars. Ils n'ont pas eu de mal à atteindre ce chiffre : les sympathisants pouvaient verser 5 000 dollars par an, tandis que les entreprises et les syndicats pouvaient verser 1 000 dollars aux candidats et aux associations de circonscription. Une subvention proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque parti a entraîné un versement de 8,5 millions de dollars aux libéraux<sup>11</sup> et de près de 15 millions de dollars aux conservateurs.<sup>12</sup>

Dans les années suivantes, les règles de financement ont été durcies et les partis ont perdu cette subvention versée au nombre de voix. Certes, les nouvelles règles ont peut-être permis de résoudre le problème des gros capitaux en politique, mais les partis se sont retrouvés à court d'argent alors même que les élections devenaient de plus en plus coûteuses.

Aujourd'hui, les particuliers canadiens ne peuvent donner plus de 1 700 dollars par an. Lors des prochaines élections, le plafond des dépenses par parti s'élèvera à plus de 40 millions de dollars; la question de savoir comment atteindre cet objectif est une source constante d'anxiété pour les partis.

Les conservateurs, en particulier, se ressentent de leurs trois défaites électorales successives.

Leur impressionnante capacité de financement est due à une machine de collecte de fonds obsessionnelle et bien huilée qui tourne à plein régime. On attend des députés qu'ils placent la collecte de fonds parmi leurs priorités quotidiennes.

Deux députés conservateurs ont décrit sous le sceau de la confiance une boucle de rétroaction toxique. À titre d'élus, ils attisent la colère et la méfiance de leurs principaux partisans pour obtenir de l'argent. Ces derniers, à leur tour, affichent des convictions sans cesse plus ardentes; ils deviennent sans cesse plus méfiants à l'égard des partis rivaux et exigeants en matière de pureté idéologique. Pour être en phase avec ces membres, le parti doit à son tour devenir plus conflictuel et plus dogmatique.

Les députés jugés insuffisamment loyaux à la cause peinent parfois à obtenir une investiture. Les membres du caucus qui ne collectent pas assez d'argent ou dont les communications en ligne ne deviennent pas suffisamment virales ont peu de chances d'être sollicités pour des postes à responsabilité au sein du parti. Pire encore, les conservateurs considérés comme idéologiquement impurs risquent d'être confrontés à des réactions négatives sur les réseaux sociaux, à un déluge de courriels haineux, voire à des menaces de mort.

Un député conservateur a déclaré sans ambages que le parti avait peur de ses propres membres.

Plusieurs députés ont décrit le problème et la solution ainsi : les électeurs centristes rejettent invariablement le Parti conservateur. Le parti de Pierre Poilievre va donc chercher des voix

ailleurs, en particulier dans les rangs du Parti populaire et parmi les Canadiens de droite qui se sont complètement déconnectés du système politique, comme ceux qui ont rejoint le Convoi de la liberté. Cette stratégie pourrait radicaliser le mouvement conservateur au Canada, comme elle l'a fait dans d'autres pays riches. Dans le parti, on admet qu'il s'agit d'un risque. Mais on affirme aussi qu'en cas de victoire, cela en aura valu la peine.

Un député conservateur a nerveusement émis l'hypothèse que, si le Parti conservateur ne parvenait pas à améliorer ses résultats lors du prochain scrutin, il imiterait probablement les partis de droite de l'étranger et deviendrait ouvertement hostile à l'immigration. Cela pourrait se produire d'ici cinq ans, a averti ce député.

Les libéraux ont une part de responsabilité particulière dans les mauvais résultats des conservateurs lors des dernières élections. Avec une remarquable efficacité, Justin Trudeau a transmis le message qu'avec un gouvernement conservateur, on pourrait assister à la criminalisation de l'avortement, à la prolifération des armes à feu et au démantèlement de notre système de santé public. Le contre-message des conservateurs – selon lequel les libéraux sont élitistes, coupés des réalités, corrompus, voire redevables à des puissances étrangères hostiles – a été moins efficace sur le plan électoral; mais il a certainement renforcé les convictions des partisans.

Nous verrons que cette joute partisane provoque des divisions bien au-delà de la capitale, mais il convient de noter que cette indignation en est surtout une de façade. Les partisans de tous bords à Ottawa – y compris

**« Nous avons cessé de remodeler nos partis politiques à notre image et ce sont eux qui ont commencé à nous remodeler. C'est ce que les politologues appellent le ' tri partisan ' . »**



ceux qui sont là depuis plus d'une décennie – s'accordent à dire que la capitale, sur le plan humain, n'est pas plus polarisée qu'à d'autres époques. L'affrontement peut sembler réel, mais une fois les caméras éteintes, l'acrimonie se dissipe et la convivialité revient. Les députés et leurs collaborateurs ne sont pas moins enclins que par le passé à engager la conversation ou à boire une pinte avec leurs adversaires dans la rue Sparks.

Comme l'a écrit l'auteur Kurt Vonnegut : « Nous ne sommes pas autre chose que l'image que nous donnons de nous-mêmes : alors, mieux vaut y regarder à deux fois avant de choisir son image. »

### **La polarisation affective**

Eric Merkley, politologue à l'Université de Toronto, a analysé des décennies de données concernant l'attitude des Canadiens à l'égard de la politique.

Ses travaux confirment que la polarisation des Canadiens concernant les grandes questions politiques n'est pas significative. Mais le

chercheur a également fait une découverte intéressante : nous devenons *plus cohérents* sur les questions politiques, et ce, strictement selon des lignes partisans. « Les convictions politiques sont plus corrélées entre elles qu'auparavant et beaucoup plus corrélées avec l'appartenance partisane », a-t-il constaté.<sup>13</sup>

Autrement dit, nous avons cessé de remodeler nos partis politiques à notre image et ce sont eux qui ont commencé à nous remodeler. C'est ce que les politologues appellent le « tri partisan ».

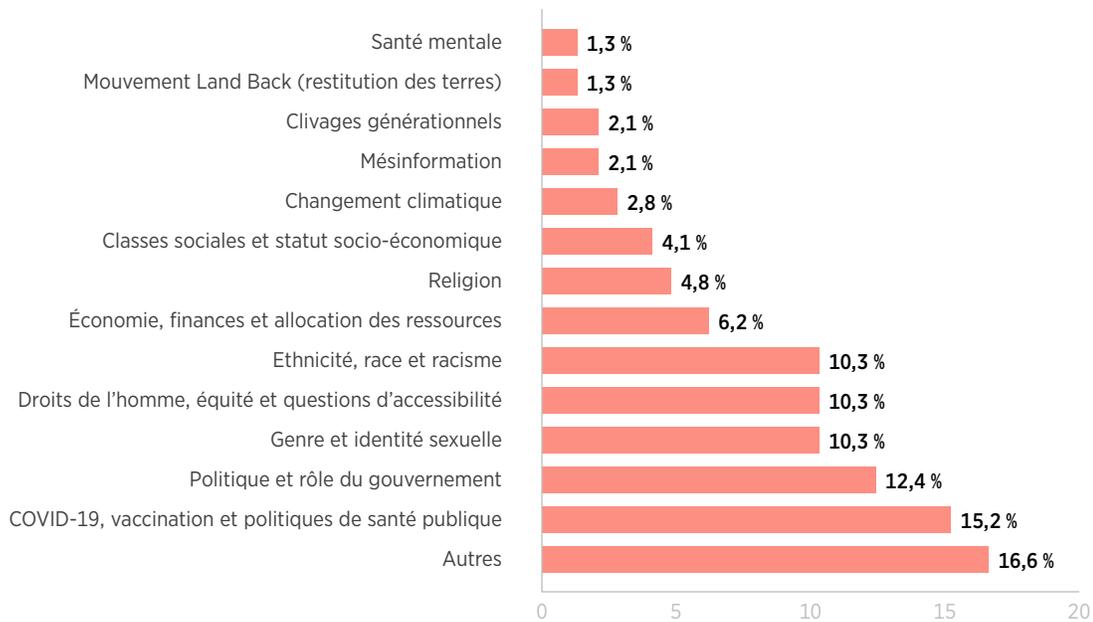
Idéalement, les partis politiques devraient attirer une diversité de voix et d'opinions. Les partis canadiens ont toujours été de grandes tentes qui accueillait divers mouvements et factions; en effet, ils sont censés être des microcosmes représentant le pays dans son ensemble et non des groupes d'intérêts. Or, aujourd'hui, les membres d'un parti se considèrent comme les membres d'une même famille et considèrent les membres des autres partis comme des étrangers.

En fait, ils ne reconnaissent littéralement pas leurs adversaires politiques, selon M. Merkley. Lorsque ce dernier a interrogé les partisans sur la composition des autres partis, « les répondants ont surestimé de 15 points de pourcentage la prévalence des personnes LGBTQ au sein du Parti libéral et du NPD [...] Ils ont également sous-estimé de 15 points de pourcentage la part des personnes entièrement vaccinées contre la COVID-19 chez les conservateurs par rapport au Parti libéral et au NPD. »

Une grande majorité de partisans de tous les partis disent penser que les partisans du camp politique rival sont « égoïstes » et « hypocrites ».

### Quels sont les sujets qui polarisent les jeunes adultes?

Q : Quels sont les problèmes qui vous semblent les plus polarisants?



**Dans l'ensemble, les cinq principaux thèmes que les participants ont désignés comme polarisants sont les suivants (avec le pourcentage de réponses reflétant le thème en question) :**

- COVID-19, vaccination et politiques de santé publique (15,2 %)
- Politique et rôle du gouvernement (12,4 %)
- Genre et identité sexuelle (10,3 %)
- Ethnicité, race et racisme (10,3 %)
- Droits de l'homme, équité et problèmes d'accessibilité (10,3 %)

(Les thèmes et les pourcentages sont tirés des tables rondes communautaires.)

« Les partisans du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique détestent de plus en plus le Parti conservateur, et les partisans de ce dernier détestent de plus en plus le Parti libéral, en particulier », a constaté M. Merkley. Selon cet indicateur, la polarisation entre les partis a doublé depuis les années 1990. « Cela ressemble à l'hostilité croissante des démocrates et des républicains les uns envers les autres aux États-Unis. »

Chose plus intéressante encore, M. Merkley a constaté que les Canadiens pourraient

surestimer la polarisation réelle du pays, en partie parce que, selon eux, leurs adversaires polarisent la politique. C'est ainsi que la polarisation s'autoentretient.

Comme les partisans se perçoivent mutuellement de plus en plus négativement, les partis voient un avantage à intensifier la diabolisation de l'autre. Ce phénomène devient particulièrement important lorsque les partisans attribuent les problèmes non seulement aux politiques du parti rival, mais aussi à un grave défaut intrinsèque de ce parti.

Les partis politiques le savent. Grâce à la prolifération des enquêtes (téléphoniques et en ligne), du microciblage numérique, des groupes de discussion et de la modélisation, les partis ont une compréhension sans précédent de la manière dont le public aborde les questions de polarisation. Ils savent que la polarisation existe, et ils voient un avantage à l'exploiter.

### **Si le Canada est « brisé », pourquoi ne pas le réparer?**

« J'ai l'impression qu'il y a un immense travail à faire et que nous sommes tous déconnectés. »

Cet aveu de frustration d'une personne ayant participé à l'une de nos tables rondes communautaires à Montréal est un thème commun aux jeunes adultes que nous avons interrogés. « Je comprends la confusion, l'anxiété et la colère qu'on peut ressentir en observant le climat politique », a expliqué cette personne. Mais, a-t-elle poursuivi, un environnement politique fracturé rend frustrante la difficulté de s'attaquer aux problèmes très réels auxquels le pays est confronté. Et ils sont nombreux. Près de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de notre enquête RIWI estiment que la stabilité politique est menacée par les divisions politiques de ce pays.

Nous avons entendu que les jeunes adultes, qui devront supporter le fardeau de l'inflation, du changement climatique, de la discrimination raciale et de l'itinérance ainsi qu'une crise de l'abordabilité dans les décennies à venir, ont le sentiment qu'on ne prend pas en compte leurs préoccupations. Pire encore, ils estiment que la polarisation est encouragée par la classe politique, alors même qu'elle devient un obstacle à la résolution des problèmes susmentionnés.

## **« Nous avons entendu l'expression d'une frustration constante quant à l'incapacité d'Ottawa de concrétiser ses nobles discours sur la résolution des problèmes les plus graves. »**

Dans ce contexte, le slogan « Le Canada est brisé » de Pierre Poilievre a une double signification. Non seulement nos infrastructures et nos services gouvernementaux – routes, chemins de fer, bureaux des passeports, police – semblent épuisés, mais nous sommes de moins en moins convaincus que notre processus démocratique peut résoudre ces problèmes. Interrogés par l'institut de sondage Léger, plus des deux tiers des Canadiens ont dit que les choses donnaient effectivement l'impression d'être brisées et la moitié d'entre eux ont déclaré être en colère contre l'état de notre gouvernance.<sup>14</sup> Abacus Data a constaté un degré de frustration équivalent, les Canadiens estimant que la qualité de presque tous les aspects de l'État s'était dégradée en quelques années seulement.<sup>15</sup>

Ils ont raison de dire que les rouages de notre État se grippent. « Les Canadiens ne se rendent pas compte de l'impact que la COVID a eu sur leurs villes », m'a dit un ancien maire d'une grande ville canadienne. L'ordre de gouvernement le plus proche et le plus présent pour la plupart des Canadiens est la municipalité. « Les villes ont été frappées de plein fouet. Nos sources de revenus se sont tariées », a poursuivi le maire. « Au début de la COVID, j'ai dû licencier près de 20 % de mon effectif. » Cette tendance s'est manifestée dans tout le pays. Les services qui assurent le fonctionnement de nos villes, invisibles pour la

plupart des gens, se sont ankylosés. Une crise de santé mentale a éclaté. Au même moment, une crise de l'abordabilité s'est aggravée et la crise des opioïdes s'est intensifiée.

Nous avons entendu l'expression d'une frustration constante quant à l'incapacité d'Ottawa de concrétiser ses nobles discours sur la résolution des problèmes les plus graves. Par exemple, pendant la campagne électorale de 2015, le Parti libéral a promis expressément que l'un des services les plus élémentaires serait enfin fourni aux communautés autochtones : l'eau potable. Or, bien que 142 avis d'ébullition d'eau de longue durée aient été levés depuis novembre 2015, 28 communautés font toujours l'objet d'un tel avis et beaucoup d'autres font l'objet d'avis fréquents de courtes durées. Certes, il s'agit d'un problème complexe datant de plus d'un siècle, mais les Canadiens s'indignent à juste titre qu'un pays riche comme le nôtre ne puisse pas garantir un droit humain aussi fondamental à une population qui est désavantagée depuis si longtemps de manière aussi systématique.

Il s'agit là d'un aspect de ce que l'on a appelé la crise de la capacité de l'État. Comme le dit le chercheur Samuel Hammond, au niveau le plus élémentaire, « la capacité de l'État fait simplement référence à l'aptitude d'un gouvernement à adopter une politique et à la faire appliquer fidèlement grâce à un faisceau de compétence, de crédibilité et de volonté politique ». <sup>16</sup> Dans le sillage de la pandémie, alors que de nombreux pays occidentaux s'efforçaient d'assurer la logistique de base de la santé publique, leurs citoyens ont été de plus en plus déçus par l'incapacité de leurs gouvernements à faire ce qu'ils avaient décidé de faire.

Ce manque de capacité de l'État, réel et perçu, s'étend à d'autres domaines. Le pays est au cœur d'une crise du logement qui touche presque toutes les communautés, même en dehors des grands centres urbains. Pour les jeunes adultes, la possibilité de l'accession à la propriété – qui, dans les générations passées, était un indicateur essentiel, réel et symbolique, de l'accès à la classe moyenne – s'éloigne de plus en plus. La flambée des prix du logement contribue à d'autres externalités négatives, de l'itinérance à la criminalité. Ce problème est clair comme de l'eau de roche pour les Y et la génération Z. Leurs représentants ont bien sûr remarqué que cette crise était devenue l'un des thèmes majeurs de toutes les grandes campagnes politiques de ces cinq dernières années. Pourtant, les choses ont continué à s'aggraver.

Lors de notre table ronde communautaire de Saint John, nous avons entendu le témoignage d'un jeune sans-abri. « Je suis passé à travers les mailles du filet », a déclaré cette personne. D'autres ont mentionné l'hostilité présente dans la communauté à l'égard des personnes sans-abri. « Je ressens beaucoup plus d'hostilité à l'égard des personnes sans domicile », nous a dit une personne participante. Cette « colère », cette « frustration » ne sont pas des sentiments innés : il s'agit d'une réaction affective à un échec du système. À Montréal, nous avons entendu un témoignage semblable : « Je ne peux pas réfléchir à ces questions maintenant parce que je dois trouver un endroit où dormir ce soir. »

Avec un climat politique où l'on semble incapable non seulement de résoudre ces questions, mais même d'arbitrer efficacement les débats à leur sujet, des conflits interpersonnels s'ensuivent. Un participant de

Nouvelle-Écosse a souligné les tensions entre les pêcheurs-colons et les pêcheurs autochtones : il existe un conflit permanent depuis des années.<sup>17</sup> « Je me dispute constamment avec ma famille à ce sujet », a-t-il déclaré.

Certes, il n'est pas facile de s'attaquer à ces questions, c'est-à-dire d'augmenter l'offre de logements, de hâter la réconciliation, d'atteindre la neutralité carbone, etc. Mais, comme l'a expliqué un ancien ministre libéral, les gouvernements sont devenus plus obsédés par la gestion de ces problèmes que par leur résolution.

« Nous voulons parler aux gens de ce qui devrait les intéresser et leur dire pourquoi ce que nous faisons est extraordinaire », a expliqué

cet ex-ministre. Tout ce temps-là, ils ont l'impression que « nous leur parlons comme à des enfants » et que « nous ne pouvons pas fournir les services correctement ».

La confiance dans nos institutions est régie par des boucles de rétroaction. Les gouvernements gagnent la confiance des gens en édictant des règles pour résoudre les problèmes et en jouant le rôle de médiateurs dans les conflits. Ils perdent leur confiance lorsque les problèmes persistent et que les débats au sein du parlement ne semblent pas parvenir à remettre les choses sur les rails. Les gouvernements, à tous les niveaux, sont confrontés à un problème de légitimité. Pour observer la colère qui en résulte, il suffit d'aller voir en ligne.





## 2<sup>e</sup> partie

# La polarisation en ligne

---

**Lorsque le Convoi de la liberté est arrivé à Ottawa**, les participants écoutaient une constellation de nouveaux médias portant des noms comme The Rebel, True North et Bright Light News. Ils suivaient également des influenceurs comme Viva Frei, Jeremy MacKenzie et Laura-Lynn Tyler Thompson.

Constatant le déclin et le recul des médias traditionnels, les entrepreneurs du Web se sont empressés de combler le vide. Ces entreprises émergentes sont dirigées par des rédacteurs et des communicateurs, souvent sans véritable formation de journalistes, qui n'adhèrent pas à un code de déontologie formel. Pourtant, elles abordent fréquemment des sujets qui semblent ignorés ou interdits sur les chaînes classiques. Un grand nombre de ces médias plus idéologiques utilisent la même tactique de collecte de fonds que celle décrite dans la première partie : des appels pleins d'émotion destinés à susciter un grand nombre de petits dons. Ce qui est plus préoccupant, c'est que ces médias sont devenus des vecteurs essentiels de désinformation.



Comme l'a clairement montré le Convoi pour la liberté, les médias sociaux font partie intégrante de cette dynamique. Si les participants au convoi se sont rassemblés sur Facebook et Twitter, ils ont également utilisé l'application de messagerie sans modérateur Telegram et la plateforme radio Zello. Le mouvement lui-même n'aurait pas pu exister sans un large éventail de ces plateformes. Les réseaux de droite Gab, Parler et Truth Social, ainsi que les plateformes vidéo Rumble, Bitchute et Odysee font également partie du cocktail. Ces plateformes sont des foyers de désinformation, d'extrémisme et de théories du complot. Et elles sont populaires. Rumble, un site de diffusion vidéo en continu proche de YouTube et fondé à Toronto, compte quelque 63 millions d'utilisateurs mensuels actifs aux États-Unis et au Canada.<sup>18</sup>

L'establishment a perdu le contrôle du grand récit. Il n'est pas près de le reprendre.

### **Un nouvel écosystème médiatique**

Au début de l'année 2021, Danielle Smith a rejoint Locals, un site Web payant sur lequel les créateurs de contenu pouvaient publier directement leurs œuvres. Ce site a été lancé en réaction à Patreon, l'une des plateformes les plus populaires permettant aux créateurs de contenu d'interagir directement avec leurs adeptes. Toutefois, les normes de la plateforme Patreon sont assez strictes : en 2018, elle a banni un commentateur politique d'extrême droite pour l'utilisation répétée de « propos racistes et homophobes visant à dégrader un autre individu », selon l'entreprise. Des utilisateurs de renom, comme Jordan B. Peterson, ont quitté le site en signe de protestation. Locals a alors été créé pour accueillir ceux qui s'opposaient à la surveillance du contenu de Patreon – des gens comme Danielle

Smith. À l'époque, elle n'était qu'une simple citoyenne; aujourd'hui, elle est première ministre de l'Alberta.

Au cours de l'année suivante, Danielle Smith a créé sa propre communauté sur Locals. Il s'agissait d'un jardin clos où, pour quelques dollars par mois, les sympathisants pouvaient lire les écrits de Danielle Smith, regarder ses émissions en direct et dialoguer directement avec elle. Ils lui recommandaient des lectures, signalaient de nouvelles recherches et débattaient de l'efficacité des mesures adoptées pour prévenir la propagation de la COVID-19.

Ce club en ligne se référait à un ensemble de convictions : les restrictions imposées à cause de la COVID-19 sont injustifiées, les masques et les vaccins sont de mauvais remèdes, et l'État est de mèche avec les médias et l'industrie pharmaceutique pour supprimer des traitements plus efficaces comme l'hydroxychloroquine et l'ivermectine. « Nos gouvernements sont de moins en moins dignes de confiance et cela devient dangereux pour nous tous », a écrit Mme Smith au début de l'année 2022, en diffusant un message accusant le gouvernement américain de développer des armes biologiques en Ukraine. Elle a partagé des liens vers un blogue antisémite et vers des médias connus pour diffuser de la propagande russe, souvent sur recommandation de ses lecteurs et abonnés.<sup>19</sup> Presque tous appréciaient ses articles. Ils ont rarement souligné que ses avertissements concernant la sécurité et l'efficacité des vaccins à ARN messager, par exemple, étaient contredits par des articles scientifiques en bonne et due forme.

Les membres de la communauté Locals de Mme Smith ont échangé une quantité

**« Le baromètre de la confiance publié par Edelman montre que la confiance dans les médias diminue régulièrement d'une année sur l'autre, 50 % seulement des Canadiens déclarant avoir confiance dans les médias – moins que dans le gouvernement, les entreprises et les ONG. »**

incroyable d'informations. Ces personnes, comme beaucoup d'autres qui sont tombées dans le piège des conspirateurs et des anti-vaccins, affirment souvent que la science est de leur côté. Elles peuvent citer un certain nombre de médecins et de chercheurs, dont plusieurs Canadiens, qui ont acquis une renommée internationale en affirmant que les vaccins ne sont pas sûrs et que les médias grand public ont été dupés ou, pire, achetés par les pouvoirs en place.

Lorsque Jordan B. Peterson a lancé la tournée de son livre *12 nouvelles règles pour une vie au-delà de l'ordre*, il a presque fait salle comble au Centre Canadian Tire d'Ottawa. Le public – une assemblée composée d'hommes et de femmes, de jeunes et de personnes âgées, de Blancs et de personnes racisées – a été séduit par sa conférence, qui associait l'étude de la Bible et la polémique politique à un séminaire d'entraide. L'auteur témoigne de l'appétit croissant pour une contre-culture de droite, teintée de christianisme.

Bien que la philosophie de base du nouveau livre de M. Peterson soit conspirationniste et

qu'elle ait provoqué un déferlement de haine à l'encontre des personnes transgenres, sa première « règle » est une bonne règle : « Ne pas dénigrer inconsidérément les institutions sociales ou les réalisations créatives ». Malheureusement, des personnalités comme M. Peterson et des médias comme *The Rebel* ont fait leur marque en dénigrant inconsidérément l'institution sociale qu'est le journalisme, avec une redoutable efficacité.

Pour ces jeunes entreprises, ce dénigrement inconsidéré du quatrième pouvoir est idéologique, mais il est également une condition de croissance. Le dénigrement de la presse traditionnelle en difficulté leur permet de collecter davantage de fonds et de convaincre de nouveaux abonnés. Dans ce nouveau paradigme médiatique, les partisans de ce type de médias pensent que la vérité ne se trouve que dans la marge.

Des personnalités politiques comme Danielle Smith ont mis à profit cette philosophie. Avec *Locals*, Mme Smith est devenue une entrepreneuse des nouveaux médias à part entière. Et elle y est parvenue en mettant ses sympathisants en garde contre la confluence entre « les gros capitaux et les grandes entreprises technologiques, pharmaceutiques et médiatiques » (« *Big Money, Big Tech, Big Pharma, Big Media* »), comme elle l'a dit dans une lettre d'information datant de 2022.<sup>20</sup>

Cette évolution a lieu à un moment où le journalisme classique souffre et où la qualité diminue. L'affaiblissement des médias traditionnels a privé des collectivités de leurs nouvelles locales partout dans le pays : selon le *Local News Research Project*, entre 2008 et 2021, 449 entreprises de presse locales ont fermé.<sup>21</sup> Cet affaiblissement a également privé

les lieux de pouvoir à Ottawa et dans les capitales régionales d'un effectif complet de journalistes qui demandaient des comptes au pouvoir. Le manque de ressources entraîne une diminution de la qualité : les politiciens et le personnel politique déplorent que la tribune de la presse parlementaire soit devenue encore plus obsédée par le processus que par la politique.

Le baromètre de la confiance publié par Edelman montre que la confiance dans les médias diminue régulièrement d'une année sur l'autre, 50 % seulement des Canadiens déclarant avoir confiance dans les médias – moins que dans le gouvernement, les entreprises et les ONG.<sup>22</sup>

Des personnalités comme M. Peterson ont dénigré les médias et se sont proposées comme solutions de rechange. Notre sphère médiatique s'est retrouvée plus fracturée que jamais.

### **Qui se ressemble...**

En septembre 2020, Facebook a tenté une petite expérience.

En temps normal, chaque réaction à une publication a un effet sur le succès de cette publication; chaque fois qu'un utilisateur clique sur le bouton « pouce en l'air » d'un article ou d'une photo de presse, Facebook est un peu plus enclin à montrer cette publication à d'autres personnes. Chaque fois qu'un utilisateur réagit avec un émoji (« visage souriant » ou « surpris »), l'algorithme récompense ce contenu.

Toutefois, à l'approche de l'élection présidentielle américaine, les ingénieurs ont décidé que les réactions négatives et la colère

ne contribueraient plus à faire connaître la publication à un public plus large. En cessant de récompenser les contenus qui mettaient les gens en colère, ils espéraient que le climat général deviendrait moins tendu.

Ils ont eu ce qu'ils voulaient. En l'espace d'une journée, le nombre de fois où les utilisateurs de Facebook ont vu des contenus violents et des informations erronées a considérablement diminué. De plus, les utilisateurs étaient moins susceptibles de cliquer sur l'émoji « visage en colère ». Le nombre de réactions de colère a chuté de 8 % : ce n'était pas colossal, mais cela suffisait à valider le modèle.<sup>23</sup>

Nous avons appris tout cela grâce à Frances Haugen, une ex-ingénieure de Facebook qui a quitté l'entreprise, préoccupée par le fait que celle-ci était devenue une force destructrice au sein de la démocratie. Selon le témoignage de Frances Haugen devant une sous-commission du Sénat américain, les dirigeants de Facebook ont mis fin à cette expérience en réintroduisant la colère comme un facteur positif dans l'algorithme. Ils voulaient les revenus publicitaires que cette dernière générerait.

Les algorithmes ne sont pas magiques. Ils ne peuvent pas provoquer des émotions que nous ne sommes pas déjà enclins à ressentir. Ils nous renvoient une image déformée de ce que nous sommes déjà, comme si nous étions face à un miroir de fête foraine. D'ailleurs, certaines des plateformes les plus sujettes aux discours de haine et à l'extrémisme (comme Gab ou Truth Social) sont en grande partie dépourvues d'algorithmes.<sup>24</sup>

Wendy Hui Kyong Chun, professeure à l'Université Simon Fraser, a étudié la manière dont les communautés en ligne perpétuent

la dynamique du groupe interne et du groupe externe. Les chercheurs appellent ce phénomène l'« homophilie ». L'homophilie s'explique grâce à l'adage « qui se ressemble s'assemble » : nous sommes attirés par les personnes qui nous ressemblent et évitons celles qui sont différentes de nous. Très souvent, les ressemblances sont fondées sur nos opinions politiques. En effet, certaines des premières recherches sur l'homophilie, qui portaient sur les résidents de communautés entièrement blanches, ont montré que le groupe des résidents qui déclaraient avoir des amis proches favorables à la ségrégation présentait une forte corrélation avec le groupe de ceux qui étaient eux-mêmes favorables à la ségrégation.

Cette idée est devenue extrêmement utile pour comprendre les dynamiques sociales qui existent en ligne. Tandis que nous consacrons beaucoup de temps à parler des grandes plateformes ouvertes comme Twitter et Facebook, une grande quantité d'informations en ligne circule dans de petites communautés privées et coupées du monde extérieur où les utilisateurs partagent les mêmes idées. Ces communautés sont parfois conçues par des algorithmes, ou influencées par eux, mais c'est la dynamique interpersonnelle qui en détermine l'impact réel.

Selon Mme Chun, ces communautés en ligne peuvent devenir des « groupes animés d'une colère réconfortante », des espaces où les utilisateurs célèbrent leurs convictions et leurs intérêts communs, mais où ils se rassemblent également autour de leur aversion pour le groupe externe.

« Étant donné que la plupart des plateformes ne disposent pas de suffisamment de

données concernant les utilisateurs, cette "personnalisation" n'est pas basée sur leurs actions, mais sur les actions des personnes déterminées comme étant "semblables à eux", c'est-à-dire comme faisant partie de leur voisinage dans le réseau », explique Mme Chun. « L'essentiel dans ce voisinage, c'est qu'il est peuplé de personnes qui se ressemblent, ce qui fait de la ségrégation (ou la séparation) un choix par défaut. »

L'homophilie, explique Mme Chun, serait une question de confort. Le fait d'être entourés de personnes qui nous ressemblent et qui pensent et agissent comme nous nous rassure, mais sur le plan pratique, cela nous évite d'avoir à affronter un point de vue avec lequel nous ne serions peut-être pas d'accord : en conséquence, les autres groupes nous apparaissent comme plus étrangers.

Grâce à la dénonciation de Mme Haugen, nous savons que Facebook utilise la colère pour adapter son produit aux utilisateurs. D'après les documents internes qu'elle a publiés, nous savons également que Facebook a expérimenté la possibilité de placer l'homophilie au cœur de son service. En 2018, la plateforme a modifié son algorithme pour tenter de reproduire nos relations du monde réel : elle a donné la priorité aux contenus provenant des amis et de la famille des utilisateurs, plutôt qu'à ceux des inconnus.<sup>25</sup>

Ce fut un désastre. La plateforme nous renvoyait le reflet de nos relations les plus proches d'une manière déformée et choquante. Elle continuait à récompenser les contenus qui suscitaient des réactions de colère et d'émotion, mais ceux-ci provenaient désormais de personnes que les utilisateurs connaissaient apparemment.

**« L'intérêt marqué pour les publications positives et politiques a sérieusement diminué », révèlent les documents, « ce qui a amené les partis [politiques] à dépendre de plus en plus de publications incendiaires et d'attaques directes contre leurs concurrents. »**

Ce changement a eu une conséquence inattendue. En favorisant les amis et en excluant les inconnus, Facebook a relégué l'actualité et la politique au second rang, obligeant les organes d'information et les politiciens à redoubler d'efforts pour percer. Le réseau social a accidentellement lancé une course à l'armement de la colère.

« L'intérêt marqué pour les publications positives et politiques a sérieusement diminué », révèlent les documents, « ce qui a amené les partis [politiques] à dépendre de plus en plus de publications incendiaires et d'attaques directes contre leurs concurrents. De nombreux partis, y compris ceux qui ont nettement évolué vers le négatif, s'inquiètent des effets à long terme sur la démocratie. »<sup>26</sup>

Les entreprises de médias sociaux ne peuvent toutefois pas résoudre ce problème à notre place. Une étude réalisée en 2023 par l'Université du Maryland a suivi ce qui s'est passé après que la plateforme Twitter, alarmée par son rôle dans le déclenchement d'une insurrection, a suspendu et interdit des

milliers de comptes liés à l'assaut du Capitole le 6 janvier – ce qu'on a appelé une « grande déplateformisation ». <sup>27</sup> L'étude a révélé que l'effort massif de modération de la plateforme s'était retourné contre elle. Cet effort a provoqué une forte migration vers Gab, un clone d'extrême droite de Twitter où la prévalence des discours haineux « a augmenté de manière significative et est restée élevée ». Pire encore, l'interdiction massive n'a pratiquement pas eu d'effet sur la prévalence des discours haineux sur Twitter.

Selon l'étude, la « déplateformisation peut inciter les utilisateurs à rechercher d'autres plateformes où ces discussions sont moins réglementées et les idées souvent extrêmes ».

### **La culture du bannissement**

Ce pouvoir d'amplification de la colère que détient Internet a entraîné des mouvements destructeurs sur tout l'échiquier politique et dans tous les groupes d'âge. Lors de nos tables rondes nationales, les jeunes adultes ont systématiquement évoqué un produit de leur ère numérique : la culture du bannissement.

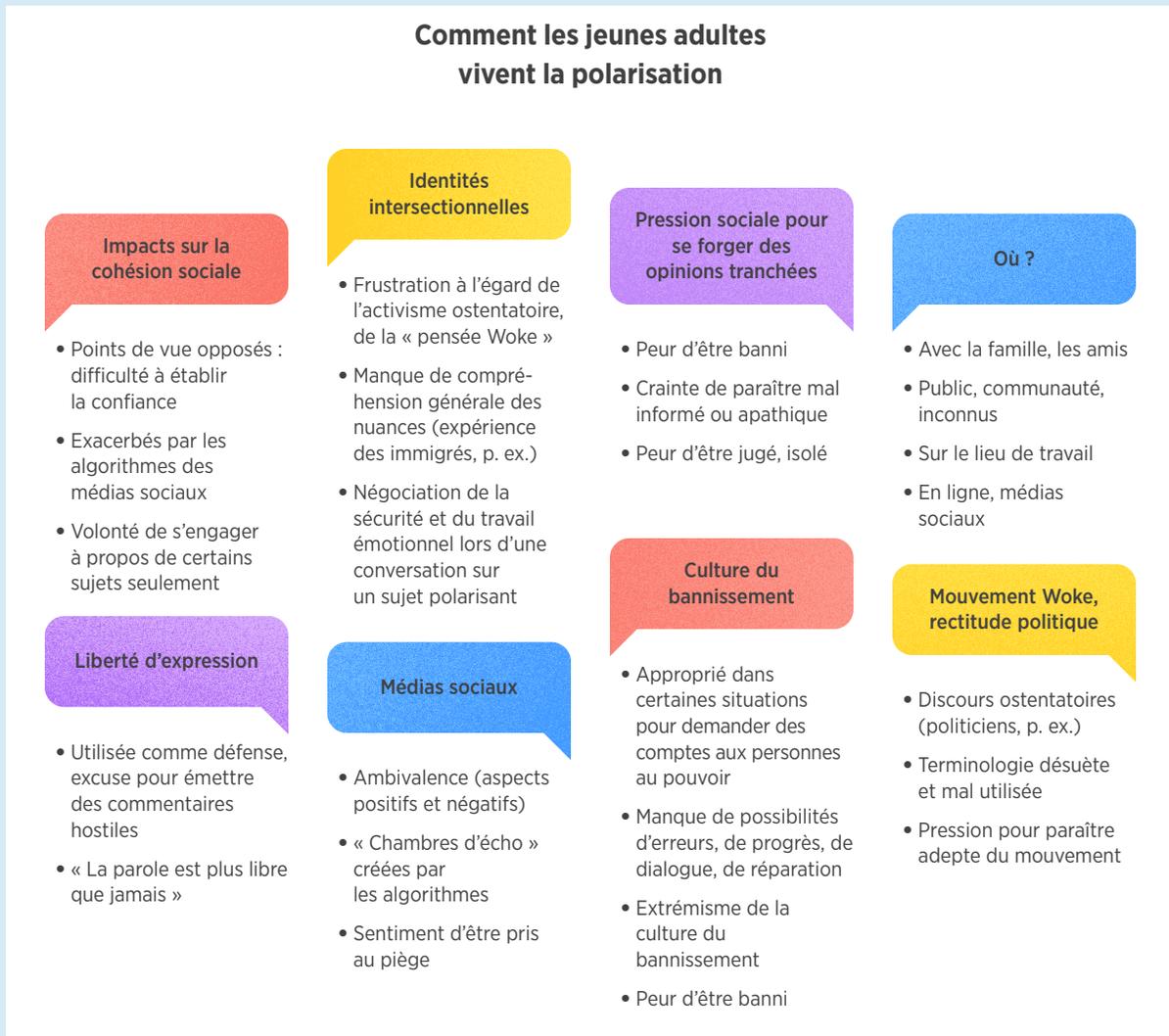
Ce concept flou, qui est plus une tactique qu'une idéologie en soi, est né de la conviction que nos systèmes existants ne pouvaient pas remédier à l'inconduite sexuelle endémique. Il s'est ensuite développé pour remédier aux inégalités liées à la race, au sexe, à l'orientation sexuelle et au handicap. Il s'agissait d'une tentative de médiation des conflits là où nos forums traditionnels (gouvernement, médias, tribunaux) ne pouvaient ou ne voulaient pas intervenir. Mais l'exercice a rapidement montré que l'injustice contre laquelle lutter n'avait pas de limites et que de nombreuses personnes utiliseraient cette nouvelle technique à leurs propres fins.

Ce que les participants ont exprimé lors des tables rondes, c'est un engagement constant en faveur de ces objectifs sociaux louables et la conviction que le système qui avait évolué pour les atteindre était devenu un monstre.

« La culture du bannissement ressemble au fonctionnement de notre système pénitentiaire », a expliqué une personne participante.

« Il ne s'agit pas là de réformer, mais de punir. Il n'y a pas de possibilité d'action ni de grâce. Ce que je veux voir, ce sont des voies d'apprentissage, d'évolution et de responsabilisation plutôt que des punitions pour traiter le mal. »

D'une certaine manière, la culture du bannissement est le produit distillé de la polarisation.



Représentation visuelle des questions que les jeunes adultes trouvent polarisantes dans les médias sociaux (thèmes et citations tirés des tables rondes communautaires)

**« D'une certaine manière, la culture du bannissement est le produit distillé de la polarisation. Elle exige que l'on porte des jugements tranchés sur les personnes, les groupes et les idées sur la base d'un ensemble de valeurs héritées. »**



Elle exige que l'on porte des jugements tranchés sur les personnes, les groupes et les idées sur la base d'un ensemble de valeurs héritées.

« La polarisation divise, et donc elle éloigne la cohésion sociale », a déclaré l'une des personnes participantes à nos tables rondes communautaires.

Les participants nous ont dit que cette exigence constante de se tenir au courant du discours, de dénoncer, était épuisante. « Si on ne prend pas position et qu'on ne connaît pas tous les détails qui font qu'une personne est problématique, si on ne connaît pas en détail tout ce qui s'est passé il y a deux ans, il y a cinq ans, l'anxiété monte et on devient une cocotte-minute prête à exploser », nous a dit quelqu'un. Une autre personne a déclaré : « J'ai l'impression d'être toujours sur la sellette, et je pense qu'on en est arrivé au point où on nous demande à nous, les consommateurs, de rendre des comptes presque autant qu'aux personnes qui ont le pouvoir. »

Une autre participante a dit qu'elle avait ressenti une pression sociale pour s'engager dans des discussions en ligne au plus fort

du mouvement Black Lives Matter, alors qu'elle avait besoin d'espace pour pleurer ce qui se passait dans sa communauté : « Excusez-moi, je vis cela tous les jours. Ne me forcez pas à publier. Je ne veux pas le faire », a-t-elle déclaré. « J'ai l'impression que tout le monde veut montrer qu'il est au courant de ce qui se passe, alors qu'il devrait s'intéresser à la matière, aux idées. »

Une autre personne a déclaré : « Même si on fait des efforts pour en sortir, on n'y arrive pas. » Malgré toutes les merveilleuses façons dont Internet peut relier des populations disparates, a expliqué cette personne, « le revers de la médaille, c'est que la culture du bannissement et la toxicité qui accompagne ces cycles sont si rapides que les gens sont parfois angoissés à l'idée d'aller sur Internet et de voir toute la haine qui s'y répand ». Ce climat encourage l'autocensure, ce qui est contraire au bon fonctionnement de la démocratie. « Lorsque les choses sont si polarisées, les gens ont peur d'exprimer leur véritable point de vue », a expliqué un jeune adulte. « Alors j'ai l'impression qu'au niveau de la société, personne n'a de vraies discussions parfois. » Les participants nous ont également dit que la culture du bannissement « ne laissait

pas beaucoup de place à l'erreur, surtout pas dans un forum public ».

Une personne nous a dit s'être installée dans une petite ville isolée de l'intérieur de la Colombie-Britannique, vivant relativement hors réseau, en partie à cause de la nature étouffante de l'engagement politique ostentatoire et des espaces publics hautement politisés. « Les jeunes adultes ont besoin d'espace pour tester leurs idées et leurs opinions, pour hésiter et explorer, à la fois en ligne et hors ligne », a déclaré cette personne. « Notre société actuelle ne le permet pas. »

La culture du bannissement déborde souvent les limites d'Internet en encourageant le phénomène du justicier dans le monde réel. Prenons l'exemple du Stella Luna Gelato Café à Ottawa. L'année dernière, on a su que sa propriétaire avait versé 250 dollars au Convoi

de la liberté : elle a reçu un déluge d'appels téléphoniques visant son établissement, les interlocuteurs menaçant d'attaquer le personnel et de lancer des briques dans la vitrine. Les exemples de cas similaires ne manquent pas : des personnes sont harcelées ou attaquées parce qu'elles n'ont pas la bonne opinion ou qu'une de leurs blagues, adressée à un public restreint en ligne, est devenue un sujet d'actualité national.

Ce phénomène n'a jamais été aussi évident, au cours des dernières années, que dans les débats qui ont occupé le monde en ligne pendant la pandémie de COVID-19. Les affrontements au sujet des masques, de la vaccination, des confinements et même de l'idée d'expertise en matière de santé publique ont fait ressortir les tensions latentes, exposant la polarisation à l'état brut au cœur même du corps politique canadien.



## 3<sup>e</sup> partie

# La pandémie



**Au début de l'année 2020**, le système politique canadien se dirigeait déjà vers une plus grande polarisation. Les tendances politiques mentionnées dans la première partie et les changements numériques abordés dans la deuxième le garantissaient. Or, la pandémie de COVID-19 a amplifié ces facteurs, contribuant à séparer les Canadiens en deux tribus distinctes, en désaccord sur les faits les plus élémentaires concernant la pandémie et notre réponse collective à celle-ci.

D'un côté, il y avait ceux qui étaient généralement enclins à faire confiance au gouvernement et aux responsables de la santé publique qui ont géré notre réponse à la pandémie. Même si le Canada, qui a enregistré plus de 50 000 décès, a été gravement touché par la pandémie, les choses auraient pu y être bien pires. Grâce à cette confiance fondamentale dans nos dirigeants et dans nos institutions résilientes, le Canada a enregistré l'un des taux de mortalité dus à la COVID-19 les plus bas au monde<sup>28</sup> et l'un des taux les plus élevés d'utilisation des vaccins.<sup>29</sup>

De l'autre côté, il y avait ceux qui étaient plus prédisposés à se méfier du gouvernement et des experts, et qui ont trouvé une justification à leur scepticisme dans la réponse du Canada à la pandémie. Les mesures adoptées par nos gouvernements ont souvent été lentes, chaotiques, prises au hasard, arbitraires et, selon certains, manipulatrices. Certains de ces sceptiques n'ont jamais été de la partie, rejetant l'approche du Canada dès le début de la pandémie et affirmant que la COVID-19 n'était pas pire qu'un rhume. D'autres personnes se sont mises à douter en raison de l'anxiété, du stress, de l'isolement, de la solitude et de la dépression provoqués par le virus et les mesures de confinement; elles ont perdu leurs

**« Dans le groupe des confiants et dans celui des sceptiques, les esprits se sont échauffés à propos des mesures les plus visibles et les plus intrusives prises par le Canada contre la pandémie, à savoir le confinement, le port du masque et l'obligation de se faire vacciner. »**



illusions petit à petit sous l'effet des aspects les plus contrôlants de la réponse de l'État. En réaction, avec à portée de main une vaste bibliothèque numérique mettant à leur disposition textes scientifiques, spéculations, polémiques, mésinformation et théories du complot, ces personnes ont trouvé une communauté.<sup>30</sup> Il n'en a pas été autrement pour les jeunes adultes canadiens. Par exemple, Students against Mandates, un regroupement d'étudiants manitobains fondé pour s'opposer à la vaccination obligatoire dans les établissements d'enseignement postsecondaire, a participé à des convois de protestation à Winnipeg et à Ottawa.<sup>31</sup>

Dans le groupe des confiants et dans celui des sceptiques, les esprits se sont échauffés à propos des mesures les plus visibles et les

plus intrusives prises par le Canada contre la pandémie, à savoir le confinement, le port du masque et l'obligation de se faire vacciner. Chaque camp considérait l'autre comme égoïste, mal informé et malavisé. Mais l'un des deux bénéficiait du soutien de la classe politique, des médias et de l'establishment de la santé. L'autre camp, qui ne disposait pas d'un moyen d'expression démocratique viable, a décidé de se rendre dans la capitale pour faire entendre ses doléances.

« C'est une véritable réunification de notre pays », a écrit un utilisateur sur la chaîne du Convoi de la liberté sur Telegram en janvier 2022. « Ce que la pandémie a détruit est en train d'être défait. »

### **La science de la confiance**

Le 9 janvier 2021, le premier ministre du Québec, François Legault, a imposé un couvre-feu à partir de 20 heures dans toute la province.

Au départ, le couvre-feu a été largement accepté par les Québécois, les médias et même la plupart des partis d'opposition. « Nous avons des indications que c'est utile », a déclaré M. Legault à la nation, assurant que les couvre-feux réduisaient le nombre de cas de COVID-19. Au début, la seule indication que la solidarité n'était pas absolue était la pile croissante de déclarations d'infraction émises pour avoir violé le couvre-feu, en particulier à l'encontre des jeunes adultes des quartiers racialisés de Montréal. Mais lorsque le couvre-feu a été imposé de nouveau un an plus tard, des manifestations de colère ont éclaté. Peu après, lorsque le convoi est arrivé à Ottawa, un contingent de Québécois a choisi d'occuper le centre de Gatineau; un autre groupe a marché sur la ville de Québec. Le

consensus serein des élites se heurtait à la réaction brutale des gouvernés.

Au cours de ces deux années, le couvre-feu a été en vigueur pendant 157 jours. C'est uniquement à la fin du deuxième couvre-feu qu'il est apparu clairement que l'État ne disposait pas des preuves nécessaires pour le justifier<sup>32</sup>; ce fut sans doute l'intervention de santé publique la plus stricte du pays et, pour ce qui est de son impact sur la santé mentale des Québécois, la plus risquée.

Il ne s'agit peut-être que de l'exemple extrême d'un phénomène pancanadien très général : dans tout le pays, les gouvernements et leurs conseillers en matière de pandémie « faisaient des déclarations avec un degré de certitude qu'ils n'avaient pas », a déclaré un ancien responsable de la santé publique. Les gouvernements avaient besoin que le public respecte les mesures de santé publique qui, selon eux, permettraient de sauver des vies, alors même que les avis scientifiques changeaient et évoluaient. Selon l'ancien fonctionnaire, l'État disait aux gens « ce qu'ils devaient faire et non où en était la science ».

En 2021, une équipe de chercheurs français et autrichiens a examiné les réponses de leurs pays respectifs à la pandémie. Ils voulaient comprendre les effets de la COVID-19 sur la confiance du public dans le gouvernement. En Autriche, ils ont constaté que la pandémie avait suscité un ralliement transpartisan autour du drapeau et que la confiance dans la réponse du gouvernement avait commencé par augmenter au sein de la majeure partie de la population. Ce sentiment s'est toutefois estompé avec le temps, le public estimant que son gouvernement était allé trop loin dans

certaines mesures. En France, en revanche, la confiance a semblé suivre des lignes partisans dès le début.<sup>33</sup> « Il semble que des niveaux initialement faibles de confiance dans le gouvernement et des niveaux élevés de polarisation partisane aient réduit les chances que les citoyens se rallient à leur gouvernement », a commenté l'étude.

Au Canada, le soutien aux mesures de santé publique est resté élevé pendant la majeure partie de la pandémie. Mais le public a certainement remarqué des revirements soudains, parfois contradictoires, sur le masque, les restrictions aux déplacements, les mesures de confinement et la distanciation sociale. Certaines de ces questions sont devenues, à tort ou à raison, des préoccupations partisans. La confiance s'est érodée, atteignant des niveaux historiquement bas en 2022, selon une enquête annuelle de Proof Strategies.<sup>34</sup>

### **Le problème des élites**

L'année dernière, des chercheurs de l'Université Laval ont entrepris une étude qui s'est appuyée sur des entretiens avec des législateurs québécois pour mieux comprendre pourquoi la réponse du Québec à la pandémie a pu être à la fois si stricte et initialement si populaire – mais aussi pourquoi elle a pu finalement susciter une telle colère.

Les politiciens ont indiqué que le soutien initial massif apporté aux mesures de santé publique les avait poussés à s'autocensurer. Il est intéressant de noter qu'un parlementaire a déclaré aux chercheurs que la polarisation présente au Québec le dissuadait de poser des questions difficiles. « Nous ne voulons pas que [nos critiques] dissuadent de respecter

les mesures sanitaires. Nous ne voulons pas non plus que nos critiques soient assimilées à des critiques complotistes », ont-ils déclaré aux chercheurs.

C'était une tactique tout à fait sensée. Mais elle s'est retournée contre eux.

Les chercheurs ont constaté que « la capacité des partis d'opposition à contrôler l'action du gouvernement et à contribuer au processus politique (ce qui est le critère de la gouvernance démocratique) a été nettement compromise par une soudaine intolérance à la critique au cours de la première partie de la pandémie et par la centralisation accrue de la prise de décision ».



**« Lorsque nos décideurs politiques sont parvenus à une quasi-unanimité sur ces mesures sévères, soutenues par des scientifiques et des responsables de la santé, de nombreux sceptiques ont vu une conspiration dans ce consensus. Ils se sont repliés sur les communautés en ligne, formant un nouveau type d'opposition. »**

Ce problème ne s'est pas limité au Québec. Nous savons qu'un nombre non négligeable de Canadiens sont convaincus que notre pays est gouverné par des élites, étrangères ou nationales, qui ont perdu leur lien avec la population qu'elles servent. Lorsque nos décideurs politiques sont parvenus à une quasi-unanimité sur ces mesures sévères, soutenues par des scientifiques et des responsables de la santé, de nombreux sceptiques ont vu une conspiration dans ce consensus. Ils se sont repliés sur les communautés en ligne, formant un nouveau type d'opposition.

Pour certaines personnes, ces puits sans fond (*rabbit hole*) conduisaient dans des endroits obscurs, notamment à des théories du complot et à des informations erronées faisant état d'un complot de dépopulation mondiale, dans le cadre duquel la vaccination était un outil d'extermination massive. Ces endroits obscurs renvoyaient à d'autres mouvements conspirationnistes au Canada et à l'étranger : une équipe d'infirmières canadiennes, licenciées pour avoir refusé d'être vaccinées, a pris la parole lors d'une manifestation contre « l'élection volée » (« *stop the steal* ») à Washington, le 6 janvier 2021.<sup>35</sup>

Beaucoup de ces personnes sceptiques sont encore profondément obsédées : une « enquête citoyenne nationale »,<sup>36</sup> soutenue par Preston Manning, Jordan B. Peterson et d'éminents partisans du Convoi de la liberté, étudie actuellement la question de savoir si les responsables de la santé publique et les gouvernements canadiens sont passibles de poursuites criminelles pour la réponse qu'ils ont apportée à la pandémie. Il est difficile d'imaginer un sentiment de méfiance plus violent.

Les antivaccins et les sceptiques sont une minorité (le taux de vaccination au Canada est supérieur à 80 %), mais ils sont puissants. Aengus Bridgman, professeur adjoint à l'Université McGill, a étudié l'impact d'une minorité politiquement motivée à l'ère d'Internet. Il a constaté que, pendant les élections fédérales de 2019, 10 % des utilisateurs avaient généré 80 % des messages en ligne. Selon ses observations, ces 10 % étaient « beaucoup plus susceptibles de s'engager dans des actes de participation politique concrets et dirigés (notamment des manifestations et des blocages), de produire des discours haineux, d'avoir recours au harcèlement et de voter lors de scrutins cruciaux où le taux de participation est faible ». <sup>37</sup> Ces observations se sont vérifiées tout au long de la pandémie, en particulier lors de l'élection fédérale de 2021.

Certains dirigeants ont vu dans ces sentiments antivaccins tenaces un défi à relever et une invitation à s'engager, à raisonner et à persuader. « Je respecte le fait que je représente des gens qui sont contre la vaccination », m'a dit un dirigeant autochtone. Les bons dirigeants ont donné plus d'informations, publié plus de recherches et se sont adressés plus directement à ceux qui étaient sceptiques. « Plus on favorise la transparence, plus on alimente le débat, plus on a de chances d'instaurer la confiance », a déclaré l'ancien responsable de la santé publique que nous avons interrogé.

D'autres dirigeants ont adopté une approche différente. Un haut responsable du gouvernement Trudeau m'a dit qu'il était de son devoir moral de s'opposer à la minorité antivaccins. Dans la pratique, cela signifiait que le statut vaccinal devait devenir un enjeu électoral

moral lors d'une élection anticipée ayant lieu au beau milieu de la pandémie. Pendant la campagne, M. Trudeau s'est demandé à haute voix, face à une animatrice de télévision québécoise, « [si on devait tolérer les] gens qui ne croient pas dans la science, qui sont souvent misogynes, souvent racistes aussi ». <sup>38</sup> M. Trudeau a également accusé le chef du Parti conservateur, Erin O'Toole, d'être « plus mou » et le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, d'être « moins ferme sur la vaccination ».

« [La pandémie] a vraiment divisé », a constaté ce dirigeant autochtone que nous avons interrogé, « et a poussé les gens à faire les comptes ». Les politiques destinées à protéger les plus vulnérables, comme la vaccination obligatoire et les passeports, auraient pu être mises en œuvre sans dénigrer ceux qui s'y opposent, a déclaré le dirigeant.

« Cette politique de vaccination des camionneurs n'est manifestement qu'une mise en scène politique stupide », a déclaré Jason Kenney, premier ministre de l'Alberta, à un ministre du cabinet Trudeau lors de l'occupation et des blocages. « Les traiter de nazis n'a pas aidé. Et maintenant, c'est aux provinces qu'il revient d'appliquer la loi. » <sup>39</sup>

Deux ans plus tard, M. Trudeau a déclaré devant la Commission sur l'état d'urgence qu'il « n'avait pas injurié les personnes non vaccinées ». Il a dit à la commission qu'il « avait souligné la différence entre les personnes qui hésitent à se faire vacciner pour toutes sortes de raisons et les personnes qui diffusent délibérément des informations erronées mettant en danger la vie et la santé de leurs concitoyens ». <sup>40</sup>

Bien que nous ne disposions pas encore d'une trousse à outils éprouvée pour lutter contre ce type de mésinformation en matière de santé, nous savons ce qui ne fonctionne pas. Une étude de 2018 analysant le sentiment antivaccination de plus de 5 000 personnes dans 24 pays a conclu que toute stratégie visant à convaincre les récalcitrants devrait « se mettre en adéquation avec les peurs, les idéologies et les identités sous-jacentes des gens, réduisant ainsi leur motivation à rejeter la science ». À l'inverse, a constaté l'étude, « les déclarations officielles qui impliquent l'absence de dissidence ou le fait que "la science est de notre côté" peuvent être retournées pour être utilisées comme la preuve d'une conspiration ». <sup>41</sup>

Il se peut qu'aucune stratégie de communication n'ait pu convaincre les irréductibles de se faire vacciner, mais il est probable qu'une approche moins belliqueuse aurait pu éviter une partie de l'acrimonie et de la colère qui ont caractérisé la deuxième moitié de la pandémie.

En outre, les tentatives constantes du Parti conservateur de tirer profit du convoi à des fins politiques – une tentative de siphonner l'enthousiasme en ligne du mouvement et ses impressionnantes capacités de collecte de fonds, de l'aveu même des députés conservateurs – ont servi à légitimer les croyances antiscientifiques. Le fait que M. Kenney lui-même ait été évincé par les éléments les plus radicaux de son parti montre à quel point ce contingent peut être motivé et destructeur.

Aucun pays n'a échappé au mouvement antivaccins mondial ni à la colère suscitée par la mésinformation. Mais tous les pays

n'ont pas connu une animosité aussi intense qu'au Canada, ni des manifestations aussi importantes. En fait, si le Convoi de la liberté est devenu une cause célèbre pour la droite américaine, comme en témoignent les millions de dollars de dons en ligne provenant des États-Unis et d'ailleurs, il est également devenu un exportateur de sentiments anti-élites, inspirant des actions similaires jusqu'aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande. Les nouvelles entreprises médiatiques et les influenceurs canadiens, en particulier ceux qui ont connu le succès dans le mouvement antivaccins, ont une audience internationale impressionnante.

# Conclusion

**Le Canada est confronté à un problème de polarisation** qui touche le cœur de notre régime politique. C'est un problème qui se dessine depuis des années, voire des décennies, et qui se situe au confluent d'un certain nombre de tendances à long terme dans l'évolution de nos institutions politiques et de notre environnement médiatique. Ce phénomène a atteint son paroxysme pendant la pandémie, en concentrant la colère et les récriminations.

Si ces tendances se poursuivent, nous nous dirigerons de plus en plus vers une politique de la confrontation et du spectacle. De plus en plus d'électeurs se désintéresseront de la politique et l'abandonneront, et le territoire à disputer se réduira au centre et à la marge. On assistera de plus en plus à une guerre de tranchées. La politique pourrait devenir une action politique qui se mènera par d'autres moyens, pour rallier ses fidèles et coincer l'opposition.

Notre scène politique fait moins appel à la coopération et devient plus rigide. Les politiciens et les partisans sont pris dans une spirale descendante, chacun exigeant de l'autre toujours plus de pureté et de militantisme.

Cette tendance est alimentée par de nombreux facteurs réels, mais elle est surtout amplifiée par les caricatures que nous faisons les uns

des autres en ligne. Les courriels que nous recevons et les publications qui s'affichent dans notre flux d'activités nous disent que les partisans de l'autre camp représentent une menace pour notre société, notre mode de vie, nos finances, nos enfants.

De nombreux Canadiens ont un mouvement de recul devant cette méchanceté, en particulier les jeunes adultes. La tentative de faire d'Internet le grand égalisateur, de combattre l'injustice sociale en engageant des actions collectives, a produit beaucoup de bonnes choses, mais elle a aussi fait du mal. Au lieu de favoriser systématiquement la responsabilisation, l'éducation et la rédemption, la culture du bannissement a permis à de petits groupes marginalisés, voire à des acteurs isolés, de libérer une foule capable de détruire des vies et des carrières. Pire encore, certains des jeunes adultes marginalisés interrogés pendant notre enquête, qui devraient être les bénéficiaires de cette justice en ligne, se sentent étouffés et angoissés à cause d'elle.

Les médias grand public, dont on pourrait espérer qu'ils contribuent à apaiser ce tumulte social, sont plus fragmentés que jamais. Les choses risquent d'empirer. Nous aurons une presse traditionnelle – pour ceux qui croient aux institutions – de plus en plus appauvrie et incapable de remplir son

**« La tentative de faire d'Internet le grand égalisateur, de combattre l'injustice sociale en engageant des actions collectives, a produit beaucoup de bonnes choses, mais elle a aussi fait du mal. »**

**« Les jeunes adultes sont frustrés mais, pour autant que nous puissions en juger, l'état de notre pays ne les désespère pas totalement. »**

mandat, et une presse non traditionnelle qui accorde la priorité à la confirmation de l'identité de ses adeptes et à sa propre collecte de fonds plutôt qu'à une véritable responsabilité à l'égard des réalités qu'elle couvre. Ce clivage aggrave la polarisation au lieu d'y remédier.

En période de prospérité, la croissance économique raisonnablement stable favorise l'ouverture d'esprit et la tolérance à l'égard de la diversité et de la différence. Mais le Canada est confronté à de sérieuses difficultés, notamment une crise du coût de la vie, une économie chancelante et une productivité en berne, autant de facteurs qui contribuent à un déclin notable des services publics. Ces problèmes alimentent l'anxiété croissante. Les jeunes adultes sont frustrés mais, pour autant que nous puissions en juger, l'état de

notre pays ne les désespère pas totalement. Nous devons, au minimum, mieux les comprendre et, plus ambitieusement, faire en sorte qu'ils se comprennent les uns les autres et qu'ils se voient eux-mêmes (leurs angoisses et leurs priorités) pris en compte dans notre discours politique.

Le navire de l'État n'est pas à la dérive dans ces eaux. Nous avons encore le temps et la capacité de nous attaquer à ces problèmes, mais il nous faut des dirigeants désireux de réduire la polarisation et prêts à abandonner les tactiques qui l'alimentent. Les acteurs de notre régime politique et de nos médias ne sont pas forcés de renoncer à leurs convictions profondes ou de mettre en sourdine leurs critiques mutuelles, mais ils doivent s'exprimer de manière réfléchie, en étant conscients de l'impact potentiellement destructeur qu'ils peuvent avoir.

Le Convoi de la liberté devrait représenter un signal d'alarme. Les Canadiens sont en colère. Et ils choisissent leur camp, en se segmentant de plus en plus en groupes animés d'une colère reconfortante. ■



# Notes en fin de texte

- 1 Jacobellis c. l'État de l'Ohio, 378 U. S. 184 (1964).
- 2 Graves, F. (17 janvier 2023). [Polarization, Populism, and Evolving Public Outlook on Canada and the World](#), EKOS.
- 3 Edelman (mars 2023). [2023 Edelman Trust Barometer](#).
- 4 Lord Ashcroft Polls (juin 2022). [Canadian Politics after COVID](#).
- 5 Statistique Canada (22 mars 2023). [Les crimes haineux déclarés par la police, 2021](#).
- 6 Bricker, D. (26 déc. 2022). [One Half \(49%\) of Canadians Want a Federal Election in 2023](#), Ipsos.
- 7 Archives CBC (2018). [From 1977: The House of Commons enters the TV era](#).
- 8 Aitchison, S. (21 février 2022). « [Speaking to the Emergencies Act](#) », Facebook.
- 9 Warkentin, C. [Facebook](#). (19 février 2022).
- 10 Allyn, B. (5 octobre 2021). « [Here are 4 key points from the Facebook whistleblower's testimony on Capitol Hill](#) ».
- 11 PricewaterhouseCoopers (2007). [The Liberal Party of Canada Combined Financial Statements](#).
- 12 Deloitte (2007). [Financial Statements of Conservative Fund Canada](#).
- 13 Merkley, E. (janvier 2023). [Polarization Eh? Ideological Divergence and Partisan Sorting in the Canadian Mass Public](#), Oxford University Press.
- 14 Léger (4 février 2023). [Is Canada Broken?](#)
- 15 Coletto, D. (23 février 2023). [Some Perspective and Deeper Polling Analysis on the "Canada Feels Broken" Framing](#), Abacus Data.
- 16 Hammond, S. (24 janvier 2020). [Three Motivations for "State Capacity Libertarianism"](#), Niskanen Center.
- 17 MacDonald, M. (19 décembre 2022). [Conflict over new Indigenous lobster fishery continues to smoulder amid some progress](#), Canadian Press.
- 18 PRNewswire. (7 septembre 2022). [Rumble Sets New Monthly Active User Record in August Citing Growth Among 'Gen Z' Users](#), Benzinga.
- 19 Dryden, J. (19 octobre 2022). [Danielle Smith shared link to antisemitic blog while writing about potential of global currency](#), CBC News.
- 20 Ling, J. (18 octobre 2022). [Danielle Smith's Magical Mystery Media](#), Bug-eyed and Shameless.
- 21 Cussen, K. (20 août 2021). [New campus-industry startup will generate local stories, build students' data journalism skills](#), Local News Data Hub.
- 22 Edelman (mars 2023). [2023 Edelman Trust Barometer](#).
- 23 Document Cloud. (2020). [Using p\(anger\) to reduce the impact angry reactions have on engagement ranking levers](#).
- 24 Fixler, M. (19 août 2022). [On Gab, Truth Social and beyond, antisemitic threats continue in the wake of the FBI's Mar-a-Lago search](#), *Jewish Journal*.
- 25 Hagey, K. et Horwitz, J. (15 septembre 2021). [Facebook Tried to Make Its Platform a Healthier Place. It Got Angrier Instead](#), *Wall Street Journal*.
- 26 Document Cloud. (2019). [Political Party Response to '18 Algorithm Change](#).
- 27 Buntain, C., et al. (12 mars 2023). [CrossPlatform Reactions to the PostJanuary 6 Deplatforming](#), *Journal of Quantitative Description*.

- 28 Coronavirus Research Center (10 mars 2023). [Mortality Analyses](#), Johns Hopkins University.
- 29 Holder, J. (13 mars 2023). [Tracking Coronavirus Vaccinations Around the World](#), *New York Times*.
- 30 Pennycook G., McPhetres J., Bago B. et Rand D.G. « [Beliefs About COVID-19 in Canada, the United Kingdom, and the United States: A Novel Test of Political Polarization and Motivated Reasoning](#) », *Pers Soc Psychol Bull*.
- 31 Leedham, E. (10 août 2022). [Family of CEO at One of Manitoba's Biggest Corporations is Behind a Pro-Convoy Youth Group](#), *PressProgress*.
- 32 CBC News (4 mars 2022). [Unredacted document shows Montreal Public Health urged Quebec not to impose 2nd curfew](#).
- 33 Kritzinger, S. et al. (14 juin 2021). ['Rally round the flag': the COVID-19 crisis and trust in the national government](#), *West European Politics*, 44:5-6. Taylor & Francis Online.
- 34 Proof Strategies. (n.d.). [The Proof Strategies CanTrust Index](#).
- 35 Ling, J. (8 janvier 2021). [COVID Conspiracy Nurses Among Those Who Spoke At Trump's Violent D.C. Rally](#), *VICE News*.
- 36 [National Citizens Inquiry](#). Consulté le 5 juin 2023.
- 37 Bridgman, A. (date inconnue). [The role of social media in polarizing Canadians](#), Université McGill.
- 38 La semaine des 4 Julie (16 septembre 2021). [Saison 3, épisode 4](#), Noovo.
- 39 Public Order Emergency Commission (2022). [Texts MM \(Ministers group chat Alghabra and LeBlanc.\)](#)
- 40 Trudeau, J. (25 novembre 2022). [Public Order Emergency Commission](#).
- 41 Hornsey, M. J., Harris, E. A. et Fielding, K. S. (2018). [The psychological roots of anti-vaccination attitudes: A 24-nation investigation](#), *Health Psychology*, 37(4), 307-315.

## Une portée nationale

# Annexe

De jeunes adultes de 31 villes du Canada ont participé à des tables rondes communautaires virtuelles et en personne.

1. London (Ontario)
2. Whitby (Ontario)
3. Mississauga (Ontario)
4. Hamilton (Ontario)
5. Prince Edward County (Ontario)
6. Blenheim (Ontario)
7. Toronto (Ontario)
8. Ottawa (Ontario)
9. Etobicoke (Ontario)
10. North York (Ontario)
11. Scarborough (Ontario)
12. Oakville (Ontario)
13. St. Catharines (Ontario)
14. Oshawa (Ontario)
15. Peterborough (Ontario)
16. Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
17. Halifax (Nouvelle-Écosse)
18. Saint John (Nouveau-Brunswick)
19. Moncton (Nouveau-Brunswick)
20. Blackpoint (Nouveau-Brunswick)
21. Vancouver (Colombie-Britannique)
22. Victoria (Colombie-Britannique)
23. Nakusp (Colombie-Britannique)
24. Winnipeg (Manitoba)
25. Edmonton (Alberta)
26. Calgary (Alberta)
27. Montréal (Québec)
28. Saint-Lazare (Québec)
29. Laval (Québec)
30. St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
31. Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador)

De jeunes adultes de 319 villes ont participé à l'enquête nationale.

### Alberta

Calgary  
Edmonton  
Fort McMurray  
Red Deer  
Bonnyville  
DeBolt  
Chestermere  
Cochrane  
Lethbridge  
Spruce Grove  
Drayton Valley  
Leduc  
Medicine Hat  
Valleyview  
Taber  
Grande Prairie  
St. Albert  
Fairview  
Wainwright  
Cold Lake  
Canmore  
Airdrie  
Lloydminster  
Sherwood Park  
Sundre  
Sylvan Lake  
Forestburg  
Westerose  
Une ville anonyme

### Colombie-Britannique

Victoria  
Vancouver  
Surrey  
Burnaby  
Qualicum Beach  
Penticton  
Abbotsford  
Richmond  
Coquitlam  
Kelowna  
Port Hardy  
Kamloops  
Ashcroft  
Saanich  
Chilliwack  
Salmon Arm

Port Coquitlam  
North Vancouver  
Port Alberni  
Dawson Creek  
Pitt Meadows  
Terrace  
Nanaimo  
Keremeos  
Merritt  
Prince George  
Langley  
New Westminster  
Vernon  
Oliver  
Williams Lake  
Princeton  
Comox  
Une ville anonyme

### Manitoba

Steinbach  
Winnipeg  
Sperling  
Ste. Rose du Lac  
Neepawa  
Winkler  
Petersfield  
Niverville  
Selkirk  
Brandon  
Russell  
Portage la Prairie

### Nouveau-Brunswick

Fredericton  
Dieppe  
Saint John  
Miramichi  
Oromocto  
Moncton  
Tracadie-Sheila  
Newcastle  
Quispamsis  
Sackville  
Edmundston  
St. Stephen  
Durham Bridge

### Terre-Neuve-et-Labrador

St. John's  
Portugal Cove  
Corner Brook  
Mount Pearl  
Clareville  
Little Bay East  
Spaniard's Bay  
Victoria

### Territoires du Nord-Ouest

Yellowknife  
Une ville anonyme

### Nouvelle-Écosse

Bridgewater  
Kentville  
Bedford  
Dartmouth  
Yarmouth  
Halifax  
Sydney  
Truro  
Antigonish  
Fall River  
Springville  
Oxford  
Amherst  
Lower Sackville

### Ontario

Kingston  
Toronto  
Milton  
Ottawa  
Brantford  
Belleville  
Stittsville  
Brampton  
Orleans  
Orillia  
North York  
Scarborough  
Thornhill  
Windsor  
Bradford

Innisfil	Stoney Creek	Picton	Trois-Rivières	Joliette
Etobicoke	Guelph	Plattsville	Terrebonne	Wemindji
Bowmanville	Thorold	Huron East	Matane	Baie-Comeau
Pickering	Richmond Hill	Bolton	Sherbrooke	Saint-Jean-sur-Richelieu
London	Greater Sudbury	Fergus	Repentigny	Saint-Sauveur
Hamilton	Petawawa	Owen Sound	Saint-Calixte	Roxboro
Aurora	Ingersoll	Kincardine	Roberval	Mont-Laurier
Kitchener	Wellington	Perth	Verdun	Lac-Beauport
Mississauga	Sarnia	Tottenham	Laval	Jonquière
St. Catharines	Dryden	New Hamburg	Longueuil	Boisbriand
Huntsville	Sydenham	Kanata	Saint-Laurent	Lévis
Thunder Bay	Collingwood	Newmarket	Sainte-Anne-des-Plaines	Montmagny
North Bay	Sault Ste. Marie	Binbrook	Shawinigan	Saint-Constant
Port Elgin	Stouffville	Ancaster	Blainville	Brossard
Nepean	Enterprise	Carleton Place	Inukjuak	Saint-Jacques
Maple	Concord	Caledon East	Granby	Chambly
Beeton	Woodbridge	Waterdown	Saint-Georges	Mont-Tremblant
Smiths Falls	Whitby	Caledon	Dorval	Kirkland
Manotick Station	Chelmsford	Goderich	Pierrefonds	Eastman
Aylmer	Keswick	Mitchell/Ontario	Mont-Saint-Hilaire	Beauharnois
Orangeville	Woodville	St-Albert	Sept-Îles	Victoriaville
Waterloo	Kemptville	Trenton	La Prairie	Varennes
Leamington	Stayner	Avonmore	Saint-Jean-Port-Joli	Saint-Bruno-de-
Cambridge	Corunna	Alliston	Mirabel	Montarville
Niagara Falls	Cornwall	King City	Pointe-Claire	LaSalle
Haliburton	Tillsonburg	Forest	Dollard-des-Ormeaux	Greenfield Park
Oakville	Uxbridge	<b>Île-du-Prince-</b>	Val-des-Monts	Sainte-Catherine
Oshawa	Port Hope	<b>Édouard</b>	Sorel-Tracy	Une ville anonyme
Dundas	Unionville	Summerside	Salaberry-de-Valleyfield	<b>Saskatchewan</b>
Markham	Drumbo	Charlottetown	Vaudreuil-Dorion	Regina
Burlington	Woodstock	Cornwall	Bristol	Saskatoon
Peterborough	Burgessville	<b>Québec</b>	Prévost	Neuanlage
Frankford	Stratford	Montréal	Drummondville	La Ronge
Grimsby	Vaughan	Saint-Eustache	Saint-Augustin-de-	Prince Albert
Kenora	Cobourg	Gatineau	Desmaures	Moose Jaw
Simcoe	Millbrook	Québec	Sainte-Anne-des-Monts	Yorkton
Barrie	Amherstburg	Chicoutimi	Lachine	North Battleford
Ajax	Welland	Saint-Jérôme	Saint-Lambert	Humboldt
Oshweken	Kingsville		Lorraine	
Bobcaygeon	Dundalk		Pincourt	

# Remerciements

## Financement du projet

Gouvernement du Canada :  
ministère du Patrimoine  
canadien



Canadian  
Heritage Patrimoine  
canadien

Fondation McConnell

La Fondation  
**McConnell**  
Foundation

## Partenaires communautaires

Lifelong Leadership Institute  
First Work Ontario

Saint John Human  
Development Council

Apathy is Boring

LOVE Nova Scotia

YMCA Canada

## Commission consultative

**Cadmus Delorme**  
Ancien chef de la Première  
Nation de Cowessess

**Cristine de Clercy**  
Chaire Jarislowsky,  
Université Trent

**Eric Merkley**  
Professeur adjoint,  
Département de sciences  
politiques, Université  
de Toronto

**John Beebe**  
Fondateur, Democratic  
Engagement Exchange,  
Université métropolitaine  
de Toronto

**Nathalie Des Rosiers**  
Principale, Massey College,  
Université de Toronto

**Samantha Reusch**  
Directrice générale,  
Apathy is Boring

**Trevor Massey**  
Président, Lifelong  
Leadership Institute

**Morris Rosenberg**  
Ancien sous-ministre,  
Affaires étrangères et Santé,  
ancien sous-procureur  
général du Canada et ancien  
président de la Fondation  
Pierre Elliott Trudeau

## Équipe McGill

**Taylor Owen**  
Directeur fondateur et  
professeur agrégé,  
École Max Bell de politiques  
publiques, Université McGill

**Sonja Solomun**  
Directrice de la recherche

**Phaedra de Saint Rome**  
Directrice des opérations

**Helen Hayes**  
Gestionnaire de la recherche

**Nina Solomun**  
Directrice des  
communications

## Équipe RIWI

**Danielle Goldfarb**  
Vice-présidente, Affaires  
mondiales, Économie et  
Politique publique

**Catherine Barker**  
Gestionnaire de produit

**Ayesha Naseem**  
Coordonnatrice de projet

## Animatrices des tables rondes

**Zofia Switkowski**  
Conseillère clinique en  
justice réparatrice,  
formatrice et consultante

**Jacqueline Sultan**  
Directrice, Communications  
et Engagement stratégique,  
Apathy is Boring

## Équipe FPP

**Edward Greenspon**  
Président-directeur général

**Alison Uncles**  
Vice-présidente, Médias  
et communications, FPP

**Gareth Chappell**  
Directeur, Planification  
et Opérations

**Victoria Kuketz**  
Chercheuse, Démocratie  
numérique, FPP

**Shweta Menon**  
Chargée de politiques

**Colin Campbell**  
Directeur de la publication

**Lacy Atalick**  
Directrice du contenu  
numérique

**Naushin Ahmed**  
Gestionnaire, Production et  
Gestion de marque

**Mark Perry**  
Spécialiste des événements

**Chelsea Berry**  
Chargée des services  
aux membres

## Collaborateurs

**Andrew Potter**  
Éditeur

**Anita Murray**  
Révision

**Emmanuelle Demange**  
Traduction

## Illustration et conception graphique

**Emily Tu**  
emilytu.com

